

**ARCHIVES
NATIONALES**

Rapport d'activité 2015



INTRODUCTION

Les Archives nationales en bref

◆ L'activité des Archives nationales en 2015	5
◆ Les chiffres clés	12

PREMIÈRE PARTIE

L'activité scientifique, culturelle et pédagogique des Archives nationales

◆ Le projet scientifique, culturel et éducatif des Archives nationales [PSCE]	15
◆ Un projet phare sur l'archivage numérique : ADAMANT	16
◆ De la collecte à la numérisation et à la mise en ligne	17
◆ Zoom sur quelques entrées d'archives remarquables	17
◆ Le traitement, le classement et la numérisation des archives	19
Les chantiers scientifiques transverses	19
Zoom sur quelques opérations de classement et de description	20
Zoom sur quelques opérations de numérisation et mise en ligne	23

SECONDE PARTIE

Les publics des Archives nationales

◆ Les tendances générales	27
◆ Un projet structurant : l'évolution de la salle des inventaires virtuelle	28
◆ La valorisation scientifique	29
◆ Les colloques et journées d'étude, les centres de recherche	29
◆ Une opération exemplaire autour des archives Foccart	31
◆ Le développement du mécénat aux Archives nationales	32
◆ Les expositions	32
◆ Les publications	35
◆ L'action pédagogique et artistique	36
◆ L'action pédagogique	37
◆ Les actions artistiques	39

TROISIÈME PARTIE

L'expertise professionnelle des Archives nationales

◆ La conservation des archives	43
◆ L'expertise à travers les fonctions support	45
◆ Par le dialogue social et l'attention portée à l'encadrement des équipes	45
◆ Par les travaux effectués sur les bâtiments	45
◆ Par la sûreté et la sécurité.....	46
◆ L'expertise professionnelle à travers les formations	47

ANNEXES

◆ Organigramme des Archives nationales	49
◆ Axes et programmes du PSCE 2013-2016	50
◆ Journées d'étude et colloques	52
◆ Conférences et tables rondes	57
◆ Prêts aux expositions	62
◆ Publications	63
◆ Exécution budgétaire	65



1 Introduction

L'activité des Archives nationales

en bref

L'année 2015 s'est ouverte et s'est achevée tragiquement. Les attentats des 7 janvier et 13 novembre 2015 ont touché tout particulièrement le monde de la culture, car ils visaient les droits fondamentaux que sont la liberté d'expression, la liberté de création, la liberté de pensée. Ils visaient aussi un certain art de vivre et de se distraire et donc notre jeunesse. Ils nous ont donc touchés en tant que professionnels, mais également en tant que citoyens français et citoyens du monde.

Dans ce contexte particulier, les Archives nationales connaissent une situation paradoxale.

Les Archives nationales connaissent en effet une belle dynamique qui se poursuit depuis l'ouverture du site de Pierrefitte-sur-Seine.

Dynamique qui se traduit à la fois par une très forte activité scientifique, des entrées de fonds d'archives remarquables, une concentration d'expositions qui ont connu un grand succès, une intensification des projets artistiques, pédagogiques et culturels notamment sur le site de Pierrefitte-sur-Seine, dont le besoin se fait encore plus fort aujourd'hui, et bien évidemment un axe central autour du numérique avec une avancée décisive pour notre projet d'archivage électronique (ADAMANT).

Mais dans le même temps, les Archives nationales subissent toujours le très grave sinistre survenu sur le site de Fontainebleau le 28 mars 2014.

Le rapport d'activité de l'année 2015 des Archives nationales reflétera donc cette situation très particulière.

1 Les enjeux stratégiques des Archives nationales : les sites de Fontainebleau et de Paris

A Les sinistres survenus sur le site de Fontainebleau

Les Archives nationales traversent depuis mars 2014 une actualité difficile liée à la catastrophe survenue sur le site de Fontainebleau, en raison de très graves désordres structurels (fissures), qui a entraîné l'interdiction d'accès aux deux principales unités de conservation.

Les conséquences sont avant tout très lourdes pour l'ensemble des agents présents sur ce site qui connaissent des modes de travail dégradés et qui sont encore dans l'incertitude quant à l'avenir du site. Les capacités de conservation sont évidemment drastiquement réduites. L'accès aux 60 kilomètres linéaires d'archives est bloqué, induisant l'arrêt des communications sur ces fonds, ce qui met en difficulté les administrations et les citoyens. Les coûts financiers sont très lourds, alors même que des investissements massifs ont été consentis pour le site de Pierrefitte-sur-Seine et que le budget de l'État connaît d'importantes restrictions.

En 2015, un nouveau sinistre a eu lieu avec la découverte, le 15 juillet, à l'occasion de la pose d'instruments de mesure dans les niveaux inférieurs des unités sinistrées, de deux inondations survenues en mars et mai. Les inondations ont entraîné une contamination d'une très grande ampleur, sur près de 12,5 kilomètres linéaires d'archives. Elle a pu être enrayée grâce aux différentes mesures mises en œuvre dès sa découverte. Il convient désormais d'effectuer le traitement des archives sinistrées. L'extraction des archives concernées débutera en juin 2016. Leur traitement aux rayonnements gamma – une première en France pour un sinistre d'une telle ampleur, - leur dépoussiérage et leur reconditionnement s'étaleront durant dix-huit mois environ.

Pour ce qui est de l'avenir du site, l'opérateur immobilier du ministère a produit un rapport permettant d'évaluer, tant en investissement qu'en coût d'exploitation et de maintenance sur une période de trente ans, trois scénarios sur lesquels se fondera la décision politique à venir.



Vue de l'unité 1.

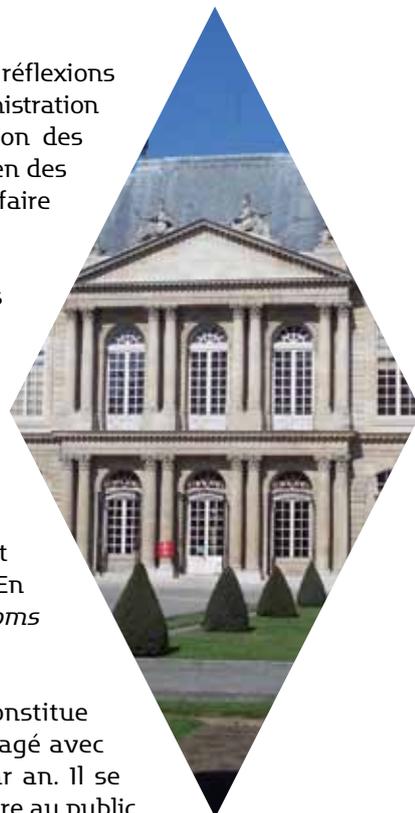
B Autre enjeu stratégique : le site de Paris

Sur le site historique des Archives nationales, tandis que se poursuivent les réflexions pilotées par le secrétariat général du ministère sur le regroupement des sites de l'administration centrale du ministère, sera lancé dès 2016 un schéma directeur de modernisation des Archives nationales qui permettra, au-delà des études déjà réalisées, de mener à bien des études complémentaires permettant d'estimer finement et de planifier les travaux à faire dans les espaces occupés par les Archives nationales pour les cinq années à venir.

La rénovation des bâtiments s'accompagnera de travaux sur les fonds eux-mêmes en matière de conservation (reconditionnement, redéploiement, traitement spécifique des sceaux, dépoussiérage, reliure) et grâce à une intensification des travaux et des partenariats scientifiques.

Il convient de se réjouir, dans ce contexte, de l'installation en 2015 dans les locaux réaménagés de l'ancienne salle des inventaires du Caran – devenue salle Jean-Favier – des centres de recherche du département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime (onomastique, sigillographie, topographie parisienne) permettant de valoriser davantage les projets et programmes de recherche qu'ils portent. En témoigne l'intéressant colloque qui s'est tenu du 2 au 5 décembre : *Noms de lieux, noms de personnes, questions de sources. Toponymie urbaine de Paris et de sa banlieue.*

De même, la valorisation du patrimoine remarquable présent sur ce site en constitue un axe fort de l'identité et est amenée à se développer. Le mouvement a été engagé avec l'ouverture des jardins au public en 2011, qui attire plus de 150 000 visiteurs par an. Il se poursuivra avec le remontage des décors de la Chancellerie d'Orléans dont l'ouverture au public est prévue en 2019 et qui permettra également la redécouverte des salons du premier étage de l'hôtel de Rohan.



Vue de l'hôtel de Soubise.

2 Les enjeux métiers qui se poursuivent et se développent

A Une première série d'actions autour du bien-être aux Archives nationales

En tout premier lieu, a été mené un intense dialogue avec l'ensemble des organisations syndicales, dans le cadre de la mise en place, au début de l'année 2015, du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail [CHSCT] des Archives nationales. Vingt-deux réunions ont été tenues, dans ce cadre, de visites des sites, de présentation de projets particuliers ou, encore, de groupes de travail spécifiques (risques professionnels, amiante, risques routiers).

Dans ce domaine, a également été entrepris un travail très important en matière d'accompagnement de l'ensemble des encadrants des Archives nationales (soit 90 personnes). Il s'agit d'une action essentielle que de savoir diriger les équipes et pouvoir ainsi donner du sens et du plaisir au travail accompli par chacun dans le cadre de son service. Un ensemble de formations portant sur le management et ses enjeux, organisées par le secrétariat général du ministère, a été ainsi proposé aux encadrants. Par ailleurs, sous l'égide du service des ressources humaines et des responsables administratives et financières de chacune des directions, a été élaboré un guide en matière de gestion des personnels, compilant toutes les questions qu'on peut se poser en la matière en tant qu'encadrant. La présentation de ce guide s'est faite à l'occasion de sept sessions de formation destinées aux encadrants. Elles ont aussi abordé la question des risques psycho-sociaux [RPS], action qui s'inscrit dans le cadre du plan de prévention des RPS mis en place par le ministère cette année.

B L'activité scientifique, culturelle et pédagogique des Archives nationales

Cette activité apparaît à travers le programme scientifique, culturel et éducatif [PSCE] sur lequel un important travail a été accompli en 2015 avec la réalisation d'un bilan d'étape que nous avons largement diffusé et publié sur notre site Internet. Rappelons que ce PSCE s'articule autour de 9 axes (dont trois nouveaux : archives et numérique, transmission et expérimentation, musée des Archives nationales), eux-mêmes décomposés en 61 programmes et 234 actions menées avec 246 partenaires. Les implications financières ne sont pas, loin s'en faut, négligeables (100 000 euros en 2015). Retenons quelques beaux et gros projets aux noms poétiques : Europange, Verspera, Biblissima, l'ANR Paprik@, Matrice, Replay, Les passés dans le présent, Migr'Acteurs.

Il convient de souligner aussi la vitalité des journées d'étude et des colloques qui ont poursuivi sans faiblir leur dynamique, portés et pilotés par l'ensemble des départements de la direction des fonds. Ces manifestations, qui reposent toutes sur l'exploitation de fonds conservés aux Archives nationales, illustrent à la fois les forts enjeux scientifiques qu'ils portent, mais également l'écho généralement très étroit par rapport à l'actualité.

Les journées d'étude

On pourrait mentionner, à titre d'exemple, la journée d'étude sur *Henri Wallon, une voix pour la République* ; une table ronde permettant de découvrir l'œuvre d'Abdelmalek Sayad à l'occasion d'une actualité éditoriale riche le concernant, mais également à propos de l'entrée prochaine de ses archives aux Archives nationales ; le colloque organisé avec le PAJEP sur les lieux pour l'éducation populaire ; la journée d'étude sur *La prosopographie, objets et méthodes* ; celle sur la France des Trente Glorieuses au défi de son ethnologie ; les journées très riches sur les thématiques de la répression, de l'internement et de la déportation ; ou celle sur les archives photographiques de presse, ou encore celle organisée dans le cadre du projet Replay portant sur la recreation des œuvres d'art à partir de matériaux du patrimoine. Est également à signaler le colloque très médiatisé sur la politique africaine de la France au travers des archives Foccart et de la publication d'un très bel instrument de recherche, ou encore celui sur *La nationalité en guerre*, ainsi que le colloque *Santé et environnement, parcours et constructions historiques*, sans oublier la série des débats citoyens qui continuent à inscrire les Archives nationales dans les enjeux de société contemporains.



Couvertures des dépliants des journées d'étude *Santé et environnement* et *Henry Wallon*.

Les entrées de fonds

Parmi les collectes remarquables de l'année 2015, signalons l'arrivée des archives du collège de Juilly, l'entrée du fonds Turgot, acquis grâce au mécénat de la Banque de France porté par les Archives de France, l'arrivée de la dation Carnot ou des archives de Françoise Dolto. Sur ce point, une réflexion a été engagée et devra se poursuivre sur la réévaluation scientifique des fonds dont nous avons la responsabilité. Cette réévaluation accompagne le regard critique à porter sur les archives que prennent en charge les Archives nationales, à l'heure où la nouvelle organisation par départements reflétant les grandes fonctions administratives permet d'avoir une vision diachronique sur tel ou tel fonds d'archives. Cet objectif de concentrer nos efforts de traitement sur des archives à très forte valeur scientifique et patrimoniale nous amène également à introduire dans nos relations avec les Missions et services d'archives des ministères davantage de qualitatif et à plaider pour revoir le sort de certaines typologies en nous associant, au titre de notre connaissance des fonds sur le long terme, à ce travail d'évaluation.

Les expositions

L'actualité des expositions a été riche :

> **sur le site de Pierrefitte-sur-Seine**, après la clôture de l'exposition sur *Août 14*, ont été accueillies l'exposition orale *Voix cheminotes*, puis l'exposition *4 résistants au Panthéon*, qui s'est accompagnée de deux autres expositions autour de la personne de Jean Zay au ministère de la Culture et de la Communication et dans les galeries du Palais-Royal, sans oublier celle sur les banques dans la Grande Guerre.

> **sur le site de Paris**, on mentionnera le succès remarquable de l'exposition sur *La Collaboration* (65 000 visiteurs) qui a notamment permis la visite privée du président de la République, suivie par l'exposition très médiatisée sur les manuscrits irakiens, *Mésopotamie, carrefour des cultures* ; une petite exposition remarquable à tous égards a été organisée à l'occasion des journées du patrimoine, présentant les premiers décors restaurés de la Chancellerie d'Orléans grâce au mécénat du World Monuments Fund et de la Banque de France, préfigurant leur futur remontage au rez-de-chaussée de l'hôtel de Rohan.

Les publications

Dans le domaine des publications, signalons l'ouverture du « Labo des archives », espace de réflexion et d'échanges pour ceux qui veulent explorer la complexité des archives, mais également l'utilisation par les Archives nationales de la plateforme OpenEdition Books pour la publication des actes des colloques que nous organisons. Une autre publication d'importance a été la parution de l'instrument de recherche consacré aux sources relatives aux photographes et à l'histoire de la photographie dans les fonds du Minutier central des notaires de Paris.

Les actions en direction de la Seine-Saint-Denis et de Plaine Commune

Un autre axe a été la poursuite et le développement des actions en direction de la Seine-Saint-Denis et de Plaine Commune. Il s'agit en effet pour les Archives nationales de poursuivre cette nouvelle mission marquée par l'installation sur ce territoire par ailleurs labellisé « culture et création » et de toucher ainsi d'autres publics. Cette réflexion sur les publics, précisée cette année à travers un comité *ad hoc*, invite à élaborer une stratégie pour les amener aux Archives.

Cette action a été marquée par des partenariats multiples qui se sont concrétisés en 2015 avec, par exemple, la signature d'une convention avec le comité départemental du tourisme, ou encore l'action du service éducatif qui touche, sur un total de 13 000 scolaires et étudiants, près de 3 000 élèves issus du département à travers des partenariats avec les archives départementales, les archives municipales de Stains et la direction des Archives diplomatiques autour des parcours Histoire, archives et citoyenneté, ou encore avec la basilique, le musée d'art et d'histoire et l'unité archéologique de Saint-Denis.

On mentionnera également l'implication toujours plus forte dans le plan « Art et culture au collège » avec le projet « Artistes en archives » et la mise en place d'ateliers-concerts avec, notamment, l'opéra pour enfants *Mademoiselle Louise et l'aviateur allié* présenté à l'auditorium, dans le cadre du partenariat avec le conservatoire à rayonnement régional d'Aubervilliers-La Courneuve. Les Archives nationales ont poursuivi enfin leur engagement auprès des publics dits empêchés : publics handicapés avec, cette année, l'obtention du label ministériel Patrimoines pour tous ; jeunes reçus dans le cadre de la lutte contre le décrochage scolaire, inscription dans le dispositif « Les portes du temps ».

Les projets artistiques et culturels

Un autre volet concerne le développement des projets artistiques et culturels : accueil de festivals (banlieues bleues, festival de Saint-Denis, Africolor cette année autour de l'actualité au Burkina Faso), et, enfin, accueil d'artistes en résidence : Frank Smith en ce moment avec, dans ce cadre, la venue sur le site de Georges Didi Huberman pour la question des soulèvements et la poursuite de la résidence et du travail accompli par Nicolas Frize.

Après deux ans passés sur le site de Pierrefitte-sur-Seine, la résidence de ce dernier s'est achevée par six concerts sur cinq journées, impliquant à la fois des musiciens professionnels, des agents des Archives nationales, des écoles du voisinage, explorant, en six lieux du bâtiment, les relations entre archives, mémoire et musique d'une manière magistrale. Les attentats du 13 novembre ont malheureusement interrompu les concerts dont seulement deux ont pu être présentés. Une reprogrammation devrait pouvoir se faire en 2016 sur le site de Pierrefitte-sur-Seine, mais également la prévision d'un concert sur le site de Paris.

Ce volet artistique se déploie bien évidemment sur le site de Paris avec la participation aux grands événements culturels nationaux, mais également avec la participation au réseau Marais Culture +, à travers des manifestations comme les traversées du Marais ou encore l'accueil de YIA Art Fair ou la poursuite des concerts organisés par l'association Jeunes Talents.



Premier concert de Nicolas Frize, *Silencieusement*, 12 novembre 2015.

C Le numérique, axe central des Archives nationales

Le numérique, depuis la refonte du système d'information [SIA] des Archives nationales, innerve l'ensemble des projets et des actions de l'institution.

Le projet ADAMANT

Dans le domaine des archives électroniques, tout l'effort se porte sur la progression et la réussite du projet ADAMANT. Il s'agit de la mise en place d'une plate-forme d'archivage électronique, intégrant le logiciel VITAM, financé sur les crédits d'investissement d'avenir.

Le projet a connu en 2015 une avancée remarquable malgré sa grande complexité et ses nombreux partenaires : programme interministériel VITAM, Service interministériel des Archives de France, sous-direction des systèmes d'information du ministère de la Culture et de la Communication.

ADAMANT ne se limite pas à la réalisation d'une nouvelle plate-forme ; plus fondamentalement, il porte une transformation de l'institution en faisant des différents départements de la direction des fonds, mais également de la direction des publics, des acteurs du projet.

L'année 2015 aura ainsi vu la conduite de nombreux ateliers copilotés par les Archives nationales et les Missions des Archives de France, l'élaboration du dossier de saisine de la Direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication [DINSIC], la tenue d'un séminaire métier, la participation active et assidue aux travaux menés par l'équipe VITAM, la participation aux réflexions et aux projets pilotés par les Archives de France, l'avancée dans la définition de l'architecture applicative et des premiers éléments en matière d'infrastructures. Les enjeux à venir sont l'écriture du marché de réalisation de la plate-forme, ainsi que la définition, à l'issue des ateliers déjà réunis et à venir pour 2016, des besoins fonctionnels en lien étroit avec ceux définis pour la préparation des versements et, ce, afin de tester les premières versions de VITAM.

En parallèle, le département des Archives audiovisuelles et des archives électroniques mène un travail de fond sur la connaissance de notre patrimoine constitué depuis plusieurs décennies, travail qui s'est notamment traduit par la publication en ligne de deux remarquables états sommaires des archives numériques, d'une part, et des archives audiovisuelles, d'autre part, permettant de disposer enfin d'une vue globale et qualitative sur le patrimoine numérique et audiovisuel des Archives nationales (soit 94,2 millions de fichiers).

Les enjeux sont également l'intégration de plus en plus étroite des départements de la direction des fonds dans la préparation des versements numériques, ou bien encore la reprise des données de la plate-forme Constance qui constituera un projet à part entière.

Les autres chantiers

Les autres chantiers du numérique ont également été foisonnants. Le comité stratégique du système d'information des Archives nationales a commencé à se tenir durant l'année 2015, permettant à tous les acteurs du numérique de l'institution (notamment autour des chantiers des référentiels des producteurs) de partager des problématiques communes. Par ailleurs, les groupes de travail utilisateurs ont été réactivés, tandis que l'ensemble des départements de la direction des fonds a conduit des travaux collectifs pour la correction des instruments de recherche rétroconvertis ou encore pour l'élaboration des fiches du plan d'orientation général.

La salle des inventaires virtuelle

Un travail important a été mené en lien étroit avec le département des publics sur la salle des inventaires virtuelle [SIV], visant à définir les évolutions à venir, qu'elles relèvent de l'ergonomie, de la performance du moteur de recherche ou encore de l'entrée dans les technologies du Web sémantique. Les enjeux résident également dans la participation des Archives nationales au futur portail FranceArchives. Dans ce cadre, signalons qu'un export de plus de 22 000 instruments de recherche de la SIV vers le portail européen des archives (www.archivesportaleurope.net) a pu être mené en 2015.

Le portail Internet et les réseaux sociaux

Le numérique, c'est aussi le portail Internet qui a vu sa fréquentation passer de 147 000 visiteurs différents en 2014 à 255 000 en 2015, les pages vues passant, elles, de 4,6 millions en 2014 à 7,4 millions en 2015. De même, les réseaux sociaux connaissent une progression continue tandis qu'une nouvelle convention a été signée en 2015 avec Wikimedia France, afin d'augmenter de manière significative le nombre de copies numériques de documents et de dossiers des Archives nationales mises en ligne sur Wikimedia Commons. À cet égard, il est intéressant de noter que 101 fichiers recensant un grand nombre de trésors des Archives nationales ont entraîné, en 2015, la consultation de 11 millions de vues par les internautes.

Les chiffres clés

Le programme scientifique, culturel et éducatif des archives nationales (PSCE)

9 axes

61 programmes

234 actions

246 partenaires

Accroissement des fonds

Métrage linéaire des fonds d'archives **publiques** entrées en 2015 : **7** km linéaires soit 4,6 To

Métrage linéaire des fonds d'archives **privées** entrées en 2015 : **613** m linéaires

Métrage linéaire d'archives conservé dans les 3 sites : **356** km linéaires soit 21 To

Traitements des fonds et numérisation

Volume des fonds inventoriés pendant l'année : **2 706,94** m linéaires

880 inventaires réalisés

13 860 notices producteurs | **350** nouvelles notices | **1 390** notices corrigées

193 928 fichiers/pages numérisés dans l'année

96 809 fichiers/images numérisés dans l'année

70 fichiers sonores numérisés dans l'année

6 855 212 ressources numérisées mises en ligne (localement) et sur Internet

Conservation des archives

2 177 m linéaires d'archives conditionnés ou reconditionnés dans l'année

2 521 m linéaires dépoussiérés | **344** m linéaires désinfectés | **351** sceaux traités



Fréquentation des salles de lecture, du portail Internet et de la salle des inventaires virtuelle, recherches et dérogations

40 475 séances de travail | **15 098** lecteurs inscrits | **140 764** communications
1 910 dérogations aux règles de communicabilité des archives publiques instruites
7 944 recherches par correspondance

Pour le site Internet :	10 087 523 pages vues	572 511 visites	352 274 visiteurs uniques
Pour la SIV :	3 902 168 pages vues	257 095 visites	191 170 visiteurs uniques

Valorisation scientifique et culturelle

134 712 visiteurs | **9** expositions
21 journées d'étude et colloques organisés ou coorganisés par les Archives nationales
23 journées d'étude et colloques accueillis par les Archives nationales et avec leur soutien
9 conférences *Les Débats citoyens !*

L'action pédagogique

11 312 élèves accueillis

Effectifs et formations, budgets, activité juridique

495,40 ETP (équivalent temps plein) au 31/12/2015
2 044,50 jours de formation professionnelle (725 agents concernés)
11 644 091 € budget d'investissement et de fonctionnement (crédits de paiement)
17 marchés notifiés | **100** conventions passées



1^{re}

PARTIE

L'activité scientifique, culturelle et pédagogique des Archives nationales

1 Le projet scientifique, culturel et éducatif des Archives nationales [PSCE]

L'ensemble des chantiers s'inscrit dans le projet scientifique, culturel et éducatif sur lequel un important travail a été accompli en 2015 avec la réalisation d'un bilan d'étape présentant l'état d'avancement du plan d'action.

Ce plan d'action se compose à l'heure actuelle de neuf axes dont trois nouveaux : Archives et numérique, Transmission et expérimentation et Un musée pour les archives.

Ces nouveaux axes traduisent l'importance accordée à la place du numérique aux Archives nationales, ainsi qu'à son rôle en termes de médiation et de transmission des connaissances, notamment avec l'installation des Archives nationales sur le territoire de Plaine Commune, territoire de la culture et de la création.

De même, la spécificité du patrimoine monumental sur le site de Paris, avec les hôtels princiers de Soubise et de Rohan, méritait que l'on y consacrerait un axe dans le PSCE.

Le renforcement des partenariats en 2015 : la vitalité de l'activité scientifique et culturelle des Archives nationales

La coopération institutionnelle s'est renforcée en 2015 avec l'université Paris Lumières qui ouvre aux Archives nationales un espace de réflexions prospectives à travers l'action 1-SITE dans le cadre du second programme d'Investissements d'avenir [PIA2], ainsi qu'avec sa composante de Paris 8 qui, par sa proximité, permet de multiplier les collaborations en matière de formation, de recherche et de diffusion culturelle.

Des partenariats en lien direct avec les programmes du PSCE des Archives nationales ont suscité, au-delà des sujets orientés vers les sciences humaines et sociales, des projets de recherche toujours plus ouverts, au croisement de disciplines : projets autour de la matérialité des archives avec la Fondation des sciences du patrimoine ou projets débouchant sur des productions artistiques avec le Labex Arts-H2H notamment. Enfin les Archives nationales soutiennent aussi certains programmes par une offre de compétence et d'expertise sur des questions archivistiques, dans le cadre, par exemple, du projet de recherche européen « Open Jerusalem » (université de Paris-Est Marne-la-Vallée).

Université Paris 8.



Plusieurs séminaires de recherche ont émaillé le calendrier des événements scientifiques des Archives nationales, entre autres autour de la prosopographie (partenariat avec le Labex Hastec), l'ethnologie (partenariat avec le département de la recherche de la direction générale des patrimoines), l'historiographie des populations noires (partenariat avec l'université Paris 8), le discours politique (partenariat avec le CELSA), ou dans le cadre de l'ANR Paprik@.

Durant l'année, plusieurs colloques ont été coorganisés avec des partenaires des Archives nationales : deux jours consacrés, en janvier, à une approche comparée des lieux de conservation : archives, musées, bibliothèques (10-11 mars), à « La politique, l'Afrique et le monde ». (26-27 mars) ; à « Ouvrir les archives (XIV^e-XX^e siècle) : enjeux, débats, conflits » (13-14 avril) ou encore à « La nationalité en guerre » (3-4 décembre).

Autre nouveauté : les Archives nationales ont organisé, dans le cadre du master 2 de recherche de l'université Paris 1 consacré à l'Histoire des sciences et des techniques, un module de 27 heures entièrement dédié aux archives techniques (équipement, aménagement du territoire, etc.), iconographiques et électroniques, qui a permis à 9 archivistes de partager leur expérience professionnelle avec les étudiants.

Couverture du colloque « Ouvrir les archives : enjeux, débats, conflits ».



2 Un projet phare sur l'archivage numérique : ADAMANT

Du fait de la généralisation des outils et des réseaux informatiques dans l'administration, la part des archives produites et conservées sous forme numérique ne cesse de grandir. Cette transformation s'accompagne d'une évolution des pratiques des utilisateurs de ces archives. Le programme VITAM et le projet ADAMANT, lancés respectivement les 9 mars et 15 avril 2015, ont pour vocation de répondre à ces évolutions.

Le programme VITAM est mené au niveau interministériel. Il a pour objectif majeur de développer une brique logicielle réutilisable, dédiée à la gestion des archives nativement numériques. Il doit également s'assurer du succès du déploiement de cette brique au sein des trois ministères qui sont à son initiative : le ministère de la Défense, le ministère des Affaires étrangères et du Développement international et le ministère de la Culture et de la Communication.



© Ch. Jeanjean

Du point de vue interministériel, le projet ADAMANT consiste à déployer la solution VITAM pour le ministère de la Culture et de la Communication. Du point de vue des Archives nationales, ADAMANT est bien davantage : il a comme objectif primordial d'adapter la chaîne d'archivage des Archives nationales aux évolutions de la production et des usages des archives.

Pour ADAMANT comme pour VITAM, l'année 2015 a été une année de cadrage et de mobilisation des ressources. Le projet ADAMANT s'est progressivement structuré au cours de l'année : constitution de l'équipe projet, première réunion du comité directeur, première étude portant sur les besoins en matière d'infrastructures, étude sur la mise en œuvre applicative de la plate-forme, évaluation détaillée des coûts et des gains induits par la mise en œuvre du projet.

A également été constituée une communauté d'utilisateurs garantissant la réalisation d'un outil au plus proche de leurs besoins. C'est ainsi que trois groupes de travail métier ont été organisés, associant agents des Archives nationales et les Missions et services d'archives placés auprès des services producteurs, pour définir une vision partagée de la couverture fonctionnelle de la future plate-forme.

Parallèlement au lancement du projet ADAMANT, la collecte des archives numériques et audiovisuelles a repris tandis qu'a été réalisé et mis en ligne un panorama sur 35 années de collecte d'archives électroniques et audiovisuelles aux Archives nationales.

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_054498
https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_053803

Les 94,2 millions de fichiers conservés aux Archives nationales sont pour la plupart des fichiers de bureautique. Ils se décomposent également en 100 000 fichiers photographiques, 94 400 fichiers audiovisuels (son et image), qui représentent à eux seuls 38 % du volume des données conservées, et, particularité exceptionnelle de nos fonds, 6 800 fichiers issus de données structurées (enquêtes statistiques, bases de données, etc.), qui constituent 52 % du volume des données archivées depuis 1983 par les Archives nationales.

Ces fonds procurent, par exemple, une vision d'ensemble du paysage économique et social, à travers les grandes enquêtes statistiques de l'État, qui saisit la France sous différents aspects. On pourra aussi constater que les statisticiens d'aujourd'hui ont intégré dans des outils informatiques très contemporains des données rassemblées par l'administration du XVIII^e siècle. Ils permettent également d'appréhender la politique d'incitation aux économies d'énergie, mise en place par les gouvernements successifs depuis les chocs pétroliers des années 70, au travers des campagnes d'information. L'étude de l'image du pouvoir et de son rôle est par ailleurs un sujet largement éclairé par de nombreux reportages présidentiels et ministériels. Les grands procès historiques, à la forte charge émotionnelle, ne manqueront pas d'attirer l'attention. Enfin, les archives audiovisuelles de personnalités, comme celles de Pierre Mendès France, ou de personnes morales privées, comme la Fondation pour la mémoire de la déportation, ont été confiées aux Archives nationales dans un souci notable de conservation à long terme.

Ainsi, se dessine une histoire de l'administration contemporaine, qui illustre la confrontation de l'État au besoin de traitement de masse d'informations, de croisement des données entre elles, de gestion de grands ensembles d'informations à caractère personnel, de traçabilité des enregistrements, de création de pratiques nouvelles.

3 De la collecte à la numérisation et à la mise en ligne

A Zoom sur quelques entrées d'archives remarquables

Les archives des musées nationaux aux Archives nationales

Les archives généralement connues sous l'appellation d'« archives des musées nationaux » ont fait leur entrée aux Archives nationales. Cet important fonds (900 mètres linéaires), dont la constitution avait commencé au milieu du XIX^e siècle, était jusqu'à présent conservé par le Service des bibliothèques, des

archives et de la documentation générale des musées de France dans ses locaux du palais du Louvre, où il était abondamment communiqué aux étudiants, chercheurs et conservateurs de musées. Le déménagement de ces archives a fait l'objet d'un long chantier de préparation des documents ainsi que de leurs inventaires, piloté par la Mission archives du ministère de la Culture et de la Communication pendant près de deux ans.

Ces archives permettent de documenter diverses facettes de la gestion et de l'histoire des musées nationaux, tant au niveau de l'administration centrale (instances collégiales, inventaires de collections, personnel, comptabilité, laboratoires de recherche et de restauration) qu'au niveau des musées eux-mêmes. On y trouve également les archives historiques d'institutions majeures liées aux musées, telles que la Réunion des musées nationaux ou l'École du Louvre, ainsi qu'un ensemble passionnant de documents relatifs aux Salons, à diverses expositions et aux expositions universelles.

Ce très riche fonds vient compléter les fonds connexes déjà versés (pour certains depuis le début du XX^e siècle) aux Archives nationales, sans oublier les documents provenant d'artistes, d'érudits, de collectionneurs ou de personnalités politiques, déposés au titre des archives privées.

L'entrée de ces archives s'est accompagnée de la signature d'une convention entre les Archives nationales et le musée du Louvre.

Les archives TURGOT

L'année 2015 a aussi vu l'entrée aux Archives nationales du fonds Turgot, acheté grâce au mécénat de la Banque de France.

Cet ensemble exceptionnel (11 mètres linéaires) était resté conservé depuis plus de deux siècles dans la même famille au château de Lantheuil (Calvados). Il s'organise autour de trois grands ensembles : les papiers de la famille Turgot et des familles alliées, depuis la fin du xv^e siècle, les titres de propriété et, surtout, les papiers personnels et de fonctions d'Anne Robert Turgot (1727-1781), intendant du Limousin (1761-1774), brièvement secrétaire d'État de la Marine, contrôleur général des finances (1774-1776) au début du règne de Louis XVI. Économiste reconnu, Turgot est l'auteur des *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* rédigées en 1766, soit dix ans avant la publication de l'ouvrage fameux d'Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Particulièrement riche, cette partie représente plus de 10 000 documents.

Ces milliers de pages de documents de travail, notamment des mémoires de format oblong rédigés de l'écriture fine et régulière de Turgot, dévoilent sa volonté d'améliorer le sort de ses semblables par le développement des connaissances scientifiques et leur application pratique, notamment par le biais de l'économie politique.

Au fil de notes, mémoires, correspondances, témoignant parfois, sur certains sujets sensibles, des réticences de la part des bureaux ou des autres ministres, on découvre l'élaboration de la politique réformatrice de Turgot, marquée par la tentative d'application de ses doctrines libérales, à travers la préparation de textes fondamentaux comme les édits de 1776 qui causèrent sa chute.

Turgot côtoyait l'élite intellectuelle de son temps et était un penseur des Lumières, admiré de Voltaire lui-même, sollicité par Diderot pour l'*Encyclopédie*. Les importants mémoires destinés au roi (sur la tolérance, le commerce des grains, l'avenir des colonies anglaises d'Amérique, etc.) voisinent avec de nombreux écrits et correspondances portant sur la philosophie, la métaphysique, les langues (la langue tahitienne comme l'anglais, l'allemand ou l'hébreu, un « Essay d'un alphabet universel »), la littérature, l'histoire, la géographie politique, les sciences et, naturellement, l'économie, son domaine de prédilection, qui permettent de suivre la construction de son système de pensée.



Lettre autographe de Louis XVI à Turgot, 2 mai 1775.
Arch. nat., 745 AP.

Les archives CARNOT

Le 19 mars 2015, la Commission interministérielle d'agrément pour la conservation du patrimoine artistique national a accepté la dation des archives de Lazare et Hippolyte Carnot. Ces papiers ont été remis aux

Archives nationales le 5 mai 2015, avec les papiers publics correspondant aux différentes fonctions officielles exercées par Lazare Carnot qui ont été, à cette occasion, restitués par la famille aux Archives nationales.

Les papiers de Lazare Carnot (1753-1823) révèlent ses remarquables qualités d'organisateur et ses talents de théoricien dans ses fonctions publiques, notamment comme membre du comité de Salut public en 1793, membre du Directoire en novembre 1795, ministre de la Guerre en 1800, gouverneur de la place d'Anvers en 1814 et ministre de l'Intérieur pendant les Cent-Jours en 1815.

Ils témoignent aussi de son goût personnel pour la poésie (il a composé plusieurs dizaines d'œuvres poétiques), et de son intérêt pour les matières scientifiques : hydraulique, algèbre. On lui doit notamment des *Réflexions sur la métaphysique du calcul infinitésimal* (1797), les *Principes fondamentaux de l'équilibre et du mouvement* (1803) et un traité *De la défense des places fortes* (1810). Ses archives contiennent sa correspondance avec divers scientifiques, ses manuscrits et ses projets d'ouvrages, publiés ou non.



Rapport envoyé à Napoléon 1^{er} par Lazare Carnot, ministre de l'Intérieur du 20 mars au 22 juin 1815 (Cent-Jours).
Arch. nat., 108 AP.

Ces papiers ont rejoint un petit ensemble déjà déposé aux Archives nationales par une autre branche de la famille.

Le fonds d'archives du collège de Juilly

Le 25 septembre 2014, la Congrégation de l'Oratoire de France a fait don aux Archives nationales du fonds des archives de l'ancien collège de Juilly (Seine-et-Marne). Ce fonds exceptionnel qui rassemble près de 400 mètres

linéaires de documents témoigne de la vie de l'établissement depuis sa création en 1638 jusqu'à sa fermeture en 2012. Il est très rare que les archives d'un collège parviennent de manière quasi complète depuis sa fondation jusqu'à sa fermeture dans un continuum à peine interrompu par la période révolutionnaire.

Créé par le Père de Condren avec le soutien du cardinal de Bérulle, le collège de Juilly se vit rapidement confier la mission de former une partie de l'élite sociale de la France d'Ancien Régime, au même titre qu'un certain nombre d'autres collèges. La pédagogie oratorienne qui y a été développée était beaucoup plus moderne que celle mise en

œuvre par les jésuites dans leurs établissements. Parchemins, papiers, cartes, plans et photographies illustrent la vie de cet établissement scolaire hors norme à bien des égards. Il fut fréquenté par de nombreuses célébrités : par exemple Montesquieu, Jérôme Bonaparte ou le maréchal de Villars, sous l'Ancien Régime, et, à l'époque contemporaine, Claude Brasseur, Michel Polnareff, Michel Hidalgo et même Jacques Mesrine. Du côté des professeurs, on ne citera que Joseph Fouché qui y enseigna les sciences, ou bien Pierre Daunou, qui y enseigna les belles-lettres, la philosophie et la théologie – dont un manuscrit des cours de 1788 est conservé.

La série des correspondances entre les supérieurs et les familles des élèves ou les anciens élèves est particulièrement volumineuse, de même que les dossiers individuels d'élèves du XVII^e au XXI^e siècle.

Les archives du collège permettront d'étudier des sujets très variés : les méthodes éducatives toujours novatrices des pères oratoriens (pièces de théâtre, cours de sciences, thèses), la vie quotidienne dans un collège sous l'Ancien Régime, la vie d'un établissement congréganiste aux XIX^e et XX^e siècles, l'administration d'un terroir de la Brie sous l'Ancien Régime, etc.

Le chercheur dépouillera avec fruit les registres de la comptabilité individuelle des élèves qui couvrent les XVIII^e et XIX^e siècles, apportant des détails sur l'habillement ou les achats de livres pour chacun ; de même, les registres d'entrée et de sortie de l'infirmerie laissent imaginer les traitements appliqués aux engelures dues au froid ou aux épidémies de petite vérole.

Le fonds Act Up-Paris

En janvier 2014, les Archives nationales ont reçu en dépôt les archives de l'association de lutte contre le sida issue de la communauté homosexuelle à la suite d'une initiative de l'association prise fin 2013. Dans le même temps, les Archives nationales organisaient en partenariat avec l'association AIDES une journée d'étude autour des archives de l'association, dont le premier dépôt remonte à 2000, et des sources d'archives sur l'histoire de la lutte contre le sida. Les difficultés grandissantes de l'association, menacée un temps de disparition, ont engagé les responsables d'Act-Up Paris à transformer à l'été 2015 le dépôt en don aux Archives nationales.

Sa volumétrie finale est de 117 mètres linéaires, comportant des archives papier, mais également tout un ensemble d'archives iconographiques (photographies, affiches, pancartes, visuels). L'instrument de recherche sera publié en salle des inventaires virtuelle au début de l'année 2016.

L'effort important fait par les Archives nationales pour le classement de ce fonds et sa conservation, sur le plan matériel et humain, tient à l'importance de l'association sur le front de la lutte contre le sida depuis 1989, et des luttes sociales pour la défense et la reconnaissance de la population LGBTI, mais également sur le plan de la lutte contre le sida sur le plan international, et notamment dans les pays en voie de développement. C'est également une source de premier plan pour la connaissance du militantisme associatif de la France contemporaine. Cette collecte contribue plus largement à la connaissance et à la sauvegarde du patrimoine archivistique des nouveaux mouvements sociaux de la France contemporaine. Théorisés par Deleuze, Guattari ou Foucault, les nouveaux mouvements sociaux trouvent une communauté d'approche dans les nouveaux moyens de résister et les « nouveaux modes d'existence » en marge de l'appareil d'État, des syndicats et des partis politiques traditionnels. Ils comportent principalement le mouvement féministe, le mouvement lesbien, gai, bi, trans et inter-sexe [LGBTI] et les mouvements écologiques. Ces archives constituent des sources essentielles pour les historiens.

La sauvegarde des archives d'Act-Up Paris a pour parallèle celle des objets conservés par l'association, mis en dépôt provisoire aux Archives nationales début 2014. Le MuCEM de Marseille, qui a constitué un important fonds Sida pour son ouverture, en a accepté le don par l'association. Ces dispositions récentes permettent d'envisager des partenariats entre les deux institutions patrimoniales.

B Le traitement, le classement et la numérisation des archives

a- Les chantiers scientifiques transverses

Au-delà des actions scientifiques et culturelles menées dans le cadre du PSCE, les départements de la direction des fonds ont travaillé à des reprises d'instruments de recherche issus de la dématérialisation. En effet, plusieurs milliers d'instruments de recherche allant de l'*État sommaire des versements* de certaines séries à des répertoires numériques détaillés nécessitent des reprises très lourdes tant du point de vue de la structure que la vérification de l'existence des cotes. Ainsi, ce sont environ 1 000 instruments de recherche qui ont été retraités intégralement et mis en ligne au cours de l'exercice.

Le second chantier a été celui d'une reprise du plan d'orientation général [POG] dans les fonds publics postérieurs à 1789. Ce POG était resté largement inachevé depuis l'ouverture de la salle des inventaires virtuelle [SIV] en 2013. Divisé en deux possibilités d'accès, soit par le cadre de classement méthodique, soit par fonds d'archives, il donnait l'impression d'un chantier en cours sans grande logique d'accroissement. Il a donc été décidé de suspendre l'accès au POG par fonds, trop lacunaire pour certaines parties ou trop précis pour d'autres. Une réflexion de fond doit permettre de définir plus précisément une structure générale qui permette de donner une vision d'ensemble des fonds publics de 1789 à nos jours sans toutefois que le niveau de détail soit trop fin pour aboutir à une arborescence. À ces fiches descriptives de niveau très haut seraient rattachées les notices producteurs de haut niveau.

En revanche, la reprise du POG présentant le cadre de classement méthodique semblait plus simple à mettre en œuvre et permettait de mettre à la disposition des chercheurs les richesses des fonds venus de Paris, avec toutes les informations autrefois données tant par *l'État sommaire des versements de la série F* ou de la série BB, que par *l'État général des fonds* (tomes 2 et 5 notamment). Une nouvelle version, avec une mise à jour de 279 nouvelles notices, a été mise en ligne au début du mois de février 2016.

Enfin, le chantier stratégique des notices producteurs a été ouvert au cours de l'année 2015. A été également piloté un important chantier d'élaboration des méthodes de description des producteurs et des règles de rédaction des notices.

b- Zoom sur quelques opérations de classement et de description

La reprise de la collecte des minutes notariales

La collecte des minutes et des répertoires a repris en janvier 2013, après une trentaine d'années d'interruption quasi complète. Les minutes les plus anciennes concernées par cette reprise de collecte

remontent aux années 1885, les plus récentes aux années 1940.

Depuis 2013, 54 études sur les 122 ont versé leurs minutes jusqu'aux années 1938-1940.

À la fin de l'année 2015, 17 études étaient entièrement reconditionnées, cotées et dotées d'un instrument de recherche en ligne dans la salle des inventaires virtuelle. Par ailleurs, les répertoires, qui n'ont pas toujours été versés, font l'objet d'une numérisation.

Dans le cadre de la création des instruments de recherche par notaire de première orientation, 1628 minutes ont en outre été décrites en tant que telles.

On notera de très nombreux actes mis au jour et relatifs à l'histoire du réseau financier et bancaire français (création et fusions d'établissements bancaires), à l'industrie lourde (mines, métallurgie), au développement des intérêts industriels et commerciaux français hors du territoire national (en particulier dans les colonies), aux industries nouvelles d'alors (électricité, transports, automobile, rail, tourisme, loisirs) ou encore à la vie culturelle particulièrement foisonnante du Paris de l'entre-deux-guerres (exploitation des théâtres, mode et débuts de la haute couture).

Enfin, un projet scientifique autour des testaments des poilus de la Grande Guerre se développe en lien avec le Centre Jean-Mabillon, équipe d'accueil de l'École des chartes.

Les archives de Pierre MENDÈS FRANCE

Entrées par convention de dépôt de l'Institut Pierre-Mendès-France [IPMF] le 19 mars 2014, les archives de Pierre Mendès France (1907-1982) ont été entièrement reclassées et inventoriées au cours de l'année 2015.

Consultable sur autorisation écrite préalable du déposant, ce fonds mixte (archives papier, bandes audiovisuelles, ouvrages imprimés), riche de plus de 600 articles, trouve des compléments aux archives municipales de Louviers et à l'Alliance israélite universelle. Le nouveau répertoire numérique détaillé du fonds 115AJ, déjà bien identifié grâce aux travaux menés par l'IPMF, propose la description, à l'unité, des milliers de dossiers de correspondants, qui en font en particulier l'intérêt pour la recherche, et un important *index nominum*.

Organisé chrono-thématiquement, le fonds présente d'abord quelques articles antérieurs à 1954. La partie « L'homme d'État » recouvre la production du président du Conseil (1954-1955), puis du ministre du Gouvernement Mollet (1956). La partie « L'homme politique » aborde ses activités au sein du Parti radical, pivot de la vie politique de la III^e et de la IV^e République, puis en tant que député de l'Isère. De l'homme d'influence qu'il fut, témoignent les nombreux articles illustrant ensuite ses activités d'écrivain, d'orateur, de journaliste, d'homme de réseau, sachant s'entourer de nombreux collaborateurs. La correspondance occupe une grande place, les lettres classées par ordre alphabétique précédant celles classées par ordre chronologique. S'il ne fut député de la V^e République que durant quelques mois, la correspondance contemporaine est massivement présente, en particulier les demandes d'interventions de particuliers, témoignant des conditions de vie des Français juste avant Mai 1968, bien loin de

la vision idyllique des Trente Glorieuses. Classées chronologiquement, les revues de presse compilées tout au long de sa carrière arrivent ensuite, le concernant personnellement ou constituant la documentation nécessaire à ses activités. Le fonds s'achève sur les documents audiovisuels, très finement décrits, et les anciens inventaires élaborés sous l'égide de l'IPMF.

Le fonds Pierre Mendès France est essentiel pour la connaissance de la vie politique française de 1945 à 1981. Très riche sur le fonctionnement du Gouvernement sous la IV^e République, il montre l'activité des collaborateurs directs du président du Conseil, tel Gabriel Ardant, inspecteur des finances, conseiller et ami, et les coulisses de la vie d'un cabinet ministériel. L'artisan de la fin de la guerre d'Indochine a laissé des archives significatives sur les négociations préalables aux accords de Genève et la situation en Indochine coloniale. Vient ensuite la question de l'Algérie, dont il doit gérer la situation en qualité de président du Conseil, comme la décolonisation du Maroc et de la Tunisie. De l'un des hommes politiques les plus influents de la Gauche française subsiste surtout cette abondante et passionnante correspondance.

Les archives de Philippe SÉGUIN

En juillet 2013, les enfants de Philippe Séguin ont déposé les archives de leur père, représentant un volume de 100 mètres linéaires. L'inventaire a été achevé à la fin 2015.

Les archives de Philippe Séguin se répartissent en 9 parties : papiers personnels (1944-2009), correspondance (1970-2010), carrière professionnelle et politique (1945-2010), discours politiques (1982-2008), relations avec les médias (1962-2009), ouvrages de Ph. Séguin (1974-2009), documentation (1934-2010), supports audiovisuels et numériques (1961-1993), photographies (1970-2009).

Le volume considérable des archives, la part importante d'archives publiques, la complémentarité entre les archives provenant de différents versements antérieurs à 2013 avec les archives déposées par la famille Séguin en 2013, ont engagé la direction des fonds à mettre en place un processus de traitement collaboratif et transversal : une équipe d'une dizaine d'archivistes relevant de trois départements différents a ainsi classé l'ensemble et réalisé un instrument de recherche intégrant toutes les archives de Philippe Séguin conservées aux Archives nationales.

Les archives du communisme

Dans le cadre du partenariat qui lie les Archives nationales à l'ANR Paprik@2F pilotée par la maison des sciences de l'homme de l'université de Bourgogne, les Archives nationales ont procédé entre juin 2013 et décembre 2015 au traitement de deux fonds relatifs à la surveillance et la répression du Parti communiste français entre 1921 et 1944 :

- > le fonds de la direction de la Sûreté générale durant l'entre-deux-guerres (série F/7 et archives restituées par la Russie, 51 mètres linéaires) ;
- > le fonds de la section spéciale de la cour d'appel de Paris en activité de 1941 à 1944 (sous-série Z/4, 21 mètres linéaires).

Concernant les archives de la direction de la Sûreté, le projet a été l'occasion de considérer pour la première fois les deux parties du fonds séparées par l'Histoire comme un seul et même ensemble. Les descriptions de 2 795 dossiers issus des archives restituées par la Russie ont été reprises pour remplacer les inventaires russes peu fiables. Parallèlement, les descriptions des dossiers issus de la sous-série F/7 ont été affinées afin d'être intégrées au sein du même instrument de recherche.

Dans le fonds de la section spéciale de la cour d'appel de Paris, 650 dossiers de procédure, 3811 dossiers de scellés et les trois registres d'arrêts (soit près de 93100 pièces) ont fait l'objet d'une notice de description accessible depuis le système informatique des Archives nationales qui comprend également une bibliothèque numérique.

En effet, parallèlement au classement des fonds, a été entreprise la numérisation de supports de propagande communiste (tracts, journaux, papillons, brochures, affiches ou dessins) présents dans les deux fonds. Environ 3000 documents recueillis dans l'entre-deux-guerres par les commissaires spéciaux attachés à la direction de la Sûreté et 2500 documents de propagande clandestine, saisis et conservés comme preuve dans les dossiers de procédure de la section spéciale, ont été sélectionnés. 15 991 images ont été intégrées à la bibliothèque numérique et illustreront les instruments de recherche qui seront publiés en salle des inventaires virtuelle [SIV]. Les registres d'arrêts de la section spéciale seront consultables uniquement en salle de lecture.

L'arrêté du 24 décembre 2015 portant ouverture d'archives relatives à la Seconde Guerre mondiale confirme la pertinence de ce projet qui offre au public des conditions optimales d'accès à ces archives au moment même où celles-ci deviennent librement communicables.



Papillons communistes transmis par le préfet d'Ille-et-Vilaine à la direction de la Sûreté.
Arch. nat., F/7/13183.

Les archives du Théâtre national populaire [TNP]

En 1966, Jean Vilar dépose aux Archives nationales les archives du Théâtre national populaire [TNP] produites durant sa direction, de 1951 à 1963, au titre de « témoignages de douze ans d'activité

populaire et artistique ».

Le fonds (150 mètres linéaires) a été entièrement reclassé et décrit en un seul instrument de recherche : les 687 articles avaient été en effet précédemment traités, de 1969 à 2006, en cinq instruments de recherche différents, aux niveaux de description hétérogènes.

Outre les archives concernant l'organisation du théâtre, la direction artistique, les relations du TNP avec diverses instances, l'instrument de recherche permet au chercheur d'accéder désormais à un important fonds documentaire et photographique, constitué des press books, des affiches et programmes, et des photographies d'Agnès Varda sur Jean Vilar, le Festival d'Avignon, les représentations du TNP.

Les archives du Service central des phares et balises (1685-2000)

Les archives des phares et balises, qui forment un ensemble de près de 272 mètres linéaires, couvrent plus de trois cents ans d'histoire.

Le répertoire méthodique s'articule en trois grandes parties : l'administration centrale (1685-2000), les phares et balises dans le territoire français (1773-2000) et les relations internationales dans le domaine des phares et balises (1811-1999).

La partie relative à l'administration centrale concerne son fonctionnement et son organisation, ses relations avec les ministères et la réglementation, nationale et internationale, concernant la signalisation maritime. Elle aborde également les questions des signalisations spécifiques des zones portuaires, des voies navigables et de l'aéronautique, ainsi que les liens avec la météorologie.

Les phares et balises dans le territoire français, qui font l'objet de la deuxième partie, présentent, par ordre alphabétique des départements français, les archives relatives aux réglementations locales produites par les subdivisions, à leur fonctionnement, ainsi qu'à leurs relations avec l'administration centrale, et à la gestion des établissements, infrastructures et matériels qui en dépendent.

Enfin, la troisième partie présente des documents témoignant des relations internationales du Service des phares et balises français, notamment dans le cadre des institutions internationales telles que la Société des Nations et l'ONU. Elle aborde également, pour près de 67 pays, la gestion de leurs services des phares et de leurs établissements de signalisation maritime.



Phare d'Eckmühl (Penmarc'h). Signé Paul MARBEAU, architecte. Vue cavalière de l'ensemble des bâtiments. 21 janvier 1893. Lithographie en couleur sur papier. 39,5 cm x 58 cm. Arch. nat., CP/F/14/17513/14, pièce 96.

Ce travail a été présenté lors des journées d'étude sur les phares des 6 et 7 novembre 2014. Il ouvrira de nouvelles sources à l'historien des phares et balises, de la navigation maritime, mais aussi à celui des techniques (construction, techniques d'éclairage, bateaux-feu), aux professionnels de la mer et aux services culturels de l'État pour la patrimonialisation des phares.

Les archives d'Air France

En 2015 et 2016, les Archives nationales ont accueilli plus de 450 mètres linéaires de documents versés par la compagnie nationale Air France (1933-2004). Ces deux premiers versements constituent la première phase d'une collecte ambitieuse.

Les fonds de la compagnie aérienne reflètent l'histoire extrêmement riche de l'aéronautique française de ces quatre-vingts dernières années. Ils constituent pour le chercheur un matériau essentiel qui lui permet d'écrire le récit d'un acteur majeur des « ailes françaises » : lignes aériennes pionnières des années 1930, essor de l'aviation marchande et commerciale durant les années 1950 et 1960, innovations technologiques avec le programme supersonique Concorde ou encore histoire des compagnies filiales d'Air France (Air Inter, UTA, Air Charter). Ces documents aux supports et aux typologies très variés (écrits, iconographiques, audio-vidéos, documents techniques) complètent les sources de l'aviation civile déjà conservées aux Archives nationales. Ils peuvent même parfois s'y substituer, notamment pour la période de l'entre-deux guerres, une grande partie des archives concernant les transports aériens pendant les années 1920-1930 ayant en effet disparu au cours de la Seconde Guerre mondiale.

c- Zoom sur quelques opérations de numérisation et de mise en ligne

Le Moyen Âge et l'Ancien Régime

La rédaction et la mise en ligne des instruments de recherche se sont poursuivies, souvent en lien avec des opérations de numérisation de grande envergure : numérisation des registres de la chancellerie royale (XIV^e-XV^e siècle), des plans de Versailles (projet VERSPERA), des archives de la chambre des comptes d'Angers (Europange), des moulages de sceaux, des registres de délibérations de la Ville de Paris.

Parmi ces opérations remarquables, on mentionnera tout particulièrement les **authentiques de l'abbaye de Chelles** (AB/XIX/3971).

Au mois de décembre 2015, l'inventaire de la collection des authentiques de reliques de l'abbaye de Chelles a été mis en ligne avec les images numérisées des documents. Une authentique est un morceau de parchemin ou de papier, de dimensions généralement réduites, qui est joint à une relique pour en indiquer la provenance. Elle est affixée à la relique et toutes les deux sont placées dans un reliquaire scellé. La collection de Chelles compte 177 pièces dont 139 antérieures à l'an 800. Cette collection est remarquable par son importance qui la place devant celle de la cathédrale de Sens ou celle de la *Sancta Sanctorum* à Rome. Elle témoigne de la volonté de constituer un large trésor de reliques à Chelles aux périodes mérovingienne et carolingienne, le commerce des reliques étant extrêmement important dans l'économie du haut Moyen Âge. La reine Batilde († 681), fondatrice de l'abbaye, a peut-être pris le noyau originel de la collection dans le trésor royal ; et c'est sans doute sous l'abbatit de Gisèle († 810), sœur de Charlemagne, que la collection fut considérablement enrichie. L'écriture caractéristique de trente de ces authentiques a permis de définir la spécificité paléographique du scriptorium de l'abbaye de Chelles qui utilisa une semi-cursive à la fin du VIII^e siècle. La restauration de ces fragiles monuments du patrimoine écrit a été menée de manière exemplaire par l'atelier des Archives nationales qui a mis au point, pour la circonstance, un conditionnement spécifique pour chaque authentique. La ville de Chelles, propriétaire et déposant de la collection, a volontiers accepté que ce trésor soit mis à la disposition de tous à travers la salle des inventaires virtuelle.



Moulages de sceaux.

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_052903

Les placards de décès du Minutier central des notaires de Paris

Ont été mis en ligne, accompagnés d'un inventaire nominatif pièce à pièce, 8000 placards de décès (1639-1836), récupérés dans des liasses de minutes des notaires de Paris. Un placard, comme son nom l'indique, est une affiche imprimée qui était soit déposée, soit placardée sur les murs pour annoncer un décès et inviter à la cérémonie funéraire connaissances et proches du défunt. Ces documents présentent donc un triple intérêt généalogique, prosopographique et iconographique.

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_053506

La mémoire des cheminots en 1939-1945



Affiche de l'exposition
Voix cheminotes. Une histoire orale des années 1930 à 1950.

L'association Rails et histoire s'est associée aux Archives nationales pour restituer une vaste collecte d'entretiens oraux lancée par la SNCF en 2011 auprès des cheminots français et de leurs familles ayant vécu et travaillé durant la guerre 1939-1945 (voir le site : www.memoire-orale.org). Ce fut le cœur de l'exposition *Voix cheminotes. Une histoire orale des années 1930 à 1950* (Pierrefitte-sur-Seine, 8 avril-4 juillet 2015), centrée sur la vie et le travail de jeunes gens âgés de 15 à 30 ans en pleine guerre.

C'est dans ce cadre, et avec le soutien financier de Rails et histoire et du groupe SNCF, qu'a été publié en ligne le corpus numérisé des documents sur l'histoire des chemins de fer de 1939 à 1945 rassemblés par l'inspecteur général horaire Paul Durand pour son ouvrage *La SNCF pendant la guerre. Sa résistance à l'occupant*, 1968 [Arch. nat., 72A]/473-508]. Cet ensemble de 24 000 vues offre, d'une part, des matériaux largement puisés dans les archives de l'entreprise publique (registre de localités bombardées, livre du PC de Paris-Montparnasse, minutes de rapports, dossiers de travail de chefs de service et d'ingénieurs) et, d'autre part, son enquête sur le rôle des cheminots durant la guerre, réalisée avec l'aide du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, qui éclaire les conditions d'exploitation du réseau, les relations avec les autorités d'occupation, la perception du conflit par les cheminots et leurs participations individuelles à la Résistance.

Les graffitis de Drancy



En 2009, des graffitis sur carreaux de plâtre servant de contre-cloison sont découverts lors de travaux de rénovation de la Cité de la Muette à Drancy qui fut, de 1941 à 1944, le principal camp d'internement et de transit des Juifs de France. Ces inscriptions sont les derniers messages laissés par les internés à la veille de leur déportation vers les camps de la mort. Les carreaux ont été déposés soigneusement et stockés par l'Office public de l'habitat [OPH] de Seine-Saint-Denis, puis restaurés sous la responsabilité scientifique du service du Patrimoine culturel du département en

2010. Liés au bâti, ils bénéficient du classement au titre des Monuments historiques (25 mai 2011).

Le 24 septembre 2012, l'OPH de Seine-Saint-Denis a fait don aux Archives nationales de 84 carreaux de plâtre dont 73 comportent des graffitis. Ils sont désormais conservés dans les magasins du site de Pierrefitte-sur-Seine. L'inventaire détaillé de ces objets-documents est consultable en ligne dans la salle des inventaires virtuelle des Archives nationales. Il comprend la transcription intégrale des graffitis, parfois peu lisibles, et les images des carreaux.



Dessins sur carreau de plâtre formant contre-cloison.
Arch. nat., AE/VIs/31.

 https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_053857

Les archives du Service international de recherches de Bad Arolsen

Un accès spécifique a été ouvert, sur le site de Pierrefitte-sur-Seine des Archives nationales, à la base des archives numérisées du Service international de recherches [SIR] de Bad-Arolsen, en Allemagne.

Uniques par leur volume (plus de 30 millions de documents, 26 km linéaires) et par leur contenu, les ressources du SIR sont un complément primordial aux fonds des Archives nationales pour toute recherche sur la déportation dans les camps nazis et l'emprisonnement en Allemagne et dans les territoires annexés, sur les personnes déplacées pendant la Seconde Guerre mondiale et l'après-guerre, ainsi que sur les recherches menées depuis 1945 à la demande des familles pour élucider le sort de leurs proches.

Le volume de ces archives, souvent dans des langues autres que le français, la complexité de leur système de classement et les particularités de l'application de consultation des documents numérisés ont conduit à instaurer un service spécifique d'assistance à la recherche.

 <http://www.archives-nationales.culture.gouv.fr/fr/web/guest/archives-bad-arolsen>

Les témoignages des anciens déportés et internés

Depuis le 1^{er} octobre 2015, les lecteurs des Archives nationales accèdent à la base de consultation assistée d'information multimédia des Archives nationales (base CAIMAN) dans les trois salles de lecture.

Pour la première fois aux Archives nationales, elle permet l'écoute directe de la parole d'anciens déportés et internés, recueillie par la Fondation de la mémoire de la déportation [FMD] entre 1993 et 1997 : 247 enregistrements sonores sont déposés aux Archives nationales, représentant 540 heures d'écoute.

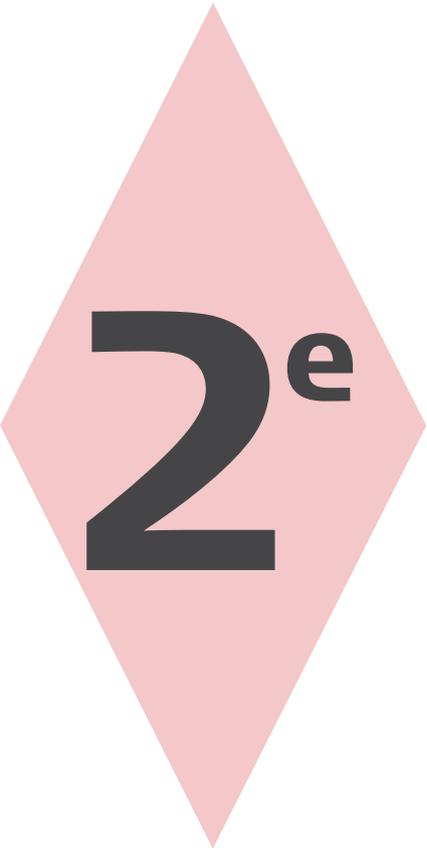


Capture d'écran d'une page de la base.

Créée en 1990, la FMD compte parmi ses missions le recueil de témoignages des déportés encore survivants, à des fins historiques, mémorielles et pédagogiques.

La collecte est menée par une équipe de bénévoles sous l'égide d'une commission présidée par Maurice Cling. La volonté d'approfondir les connaissances du public fonde un partenariat fort entre la FMD et les Archives nationales.

 <http://www.archives-nationales.culture.gouv.fr/web/guest/archives-audiovisuelles-et-electroniques>



PARTIE

Les publics des Archives nationales

1 Tendances générales

Au bout de trois ans de fonctionnement dans leur configuration multi-sites, les Archives nationales ont gagné leur pari de fidéliser les publics très variés qui les fréquentent. La salle de consultation du site de Paris a maintenu son activité de communication de documents originaux au niveau de l'année 2014, tandis que celle de Pierrefitte-sur-Seine poursuit sa progression et a communiqué presque 10 % de documents originaux de plus qu'en 2014. Notre public étranger des salles de lecture, reflet des tendances de la recherche actuelle sur la France, représente toujours un peu plus de 15 % du total, au premier rang duquel on trouve les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Canada et l'Italie. Quant à l'intérêt

des étudiants pour le monde des archives, il est manifeste lorsqu'on voit le succès des journées de l'étudiant et des séminaires tenus aux Archives nationales.

Communication de documents originaux à Pierrefitte-sur-Seine.

+
10 %



Salle de lecture de Pierrefitte-sur-Seine.

L'offre considérable de la salle des inventaires virtuelle [SIV] et le guidage permanent des publics en demande d'orientation pour leurs recherches (courriers, système d'information archivistique, portail Internet) forment un socle solide sur lequel asseoir les développements futurs en termes d'ergonomie et de rapidité d'accès à l'information. L'enquête menée en 2015 auprès des utilisateurs de la SIV a donné aux Archives nationales une meilleure visibilité sur les attentes du public dans ce domaine. Le développement parallèle des médias sociaux témoigne aussi de l'insertion réussie de l'institution dans un monde connecté. Ainsi, avec 2500 mentions « j'aime » supplémentaires sur le compte facebook en 2015 et 5749 abonnés supplémentaires sur le compte Twitter, le succès a été au rendez-vous.

Les journées de l'étudiant, 12 et 13 octobre 2015

Comme en 2014, les Archives nationales ont ouvert leurs portes aux étudiants à Paris, le 12 octobre, et à Pierrefitte-sur-Seine, le 13 octobre. Visites des sites (bâtiments et ateliers), interventions de spécialistes des fonds d'archives, séances d'aide à la recherche se conjuguent pour répondre aux attentes. Dans ce cadre, ce sont 200 étudiants qui ont été accueillis à Pierrefitte-sur-Seine, comme en 2014, et 150 à Paris, soit 50 % de plus qu'en 2014. Sur les deux sites, la majorité d'entre eux sont venus accompagnés de leurs professeurs, ce qui est un gage d'efficacité de la formation ; il s'agissait principalement d'étudiants en première année de master. Ces journées ont bénéficié, pour la deuxième fois, d'un partenariat fort avec le Comité d'histoire du ministère de la Culture et de la Communication qui s'est chargé de concevoir, en collaboration avec les Archives nationales, les ateliers sur l'enseignement de l'architecture et sur l'accès aux archives à l'étranger. La découverte des métiers des archives a été aussi un point fort, avec la visite de l'atelier de restauration du site de Pierrefitte-sur-Seine.

Journée de l'étudiant sur le site de Paris.



2 Un projet structurant : l'évolution de la salle des inventaires virtuelle [SIV]

La salle des inventaires virtuelle [SIV] est l'outil principal de présentation des ressources des Archives nationales et d'interface avec les internautes et les lecteurs. Elle est constituée de deux volets. Le premier est un espace personnel dédié aux services en ligne : demande de recherche, préinscription comme lecteur, réservation et commande de documents originaux à consulter, demandes d'autorisations de consultation de documents non librement communicables, demandes de reproduction. Le second permet différents modes de recherche transverse dans les inventaires des Archives nationales, avec accès, le cas échéant, aux archives numérisées associées.

La SIV a été mise en ligne en septembre 2013. Elle expose environ 22 000 inventaires, 14 000 notices producteurs et plus d'1,9 million d'images. Elle a accueilli en 2015 près de 200 000 visiteurs qui ont consulté près de 4 millions de pages. C'est donc un outil très riche et très exploité que les Archives nationales ont soumis à un audit entre avril et juillet 2015. Il s'agissait d'établir un diagnostic de l'existant, fondé à la fois sur l'analyse « en chambre » de l'outil, sur des entretiens et des ateliers menés avec certains agents des Archives nationales, et sur une enquête lancée auprès du public, en ligne et sur papier. Le prestataire devait ensuite préconiser des solutions d'amélioration de la SIV.

L'enquête auprès des usagers a rencontré un vif succès puisque 487 réponses ont été obtenues. Majoritairement habitués de la SIV et des salles de lecture, issus de la tranche d'âge 30-60 ans, ils trouvent la SIV plutôt facile à utiliser (55%), mais 35% la jugent fastidieuse et 10% inadaptée. S'ils ne sont que 19% à savoir précisément ce qu'ils recherchaient, ils sont 80% à avoir trouvé, au moins partiellement, ce qu'ils voulaient. Les trois quarts d'entre eux sont passés par la « recherche libre » pour formuler leur requête, et un quart est entré dans le plan d'orientation général. Les satisfaits trouvent le site bien conçu et apprécient de découvrir des résultats inattendus dans des fonds qu'ils n'auraient jamais spontanément consultés par rapport à leur domaine de recherche. Les moyennement satisfaits estiment qu'ils ont un gros effort à fournir pour comprendre le site ; une fois qu'ils ont pu se familiariser avec lui, en particulier *via* la médiation reçue en salle de lecture, leur opinion rejoint celle des satisfaits. Quant aux insatisfaits, ils trouvent au contraire que le site est mal conçu, ils n'en comprennent pas la logique, se plaignent de l'ergonomie (trop grand nombre de clics) et concentrent leurs critiques sur le moteur de recherche (trop de bruit) et sur l'affichage des résultats (pas de réappropriation possible).



Salle des inventaires virtuelle [SIV].

Quels sont les axes d'amélioration à retenir ?

Il faut proposer un site plus lisible, intuitif et visuel : revoir le graphisme, simplifier le vocabulaire, faciliter le guidage et l'orientation de l'internaute, fluidifier la navigation dans les inventaires. Il convient par ailleurs d'améliorer la pertinence de la recherche. Les listes de résultats doivent pouvoir être retravaillées par l'utilisateur, avec, en particulier, la mise en place de facettes. La plus grande diffusion des données est conditionnée par l'alignement sur les standards du web et du web sémantique, et par l'articulation avec les portails, en particulier *francearchives.fr*, futur portail interministériel des archives en France. Enfin, les évolutions de la SIV seront à construire en fonction de l'intégration de la plate-forme d'archivage électronique (projet ADAMANT) et de l'accès à un domaine aux multiples formats, celui des données électroniques.

22 000 inventaires
14 000 notices
1 900 000 images
200 000 visiteurs

Les inventaires des Archives nationales sur le portail européen APEX

Une quantité importante d'inventaires (21 992) et de notices d'autorité (2498) décrivant les producteurs, publiés dans la salle des inventaires virtuelle [SIV] des Archives nationales, a été extraite du système d'information des Archives nationales et chargée dans le portail européen des archives (APEX) :

<http://www.archivesportaleurope.net/web/guest>

Les liens vers la SIV permettent de visualiser dans leur environnement d'origine les descriptions ainsi que les archives qui ont été numérisées.

Le renforcement du partenariat entre Wikimedia France et les Archives nationales

Lancé en juin 2013, ce partenariat a été construit autour de deux idées : favoriser le partage de contenus remarquables détenus par les Archives nationales en lien avec des projets Wikimedia, (dont le plus connu est l'encyclopédie en ligne Wikipédia) et sensibiliser et former les personnels de l'institution à la contribution dans Wikipédia.

Durant ces deux années, plus de 900 articles ont été complétés dans l'encyclopédie Wikipédia, grâce au travail des agents, guidés par des Wikipédiens bénévoles lors d'ateliers d'écriture.

285 reproductions de documents emblématiques conservés par l'institution ont été versées dans la médiathèque Wikimedia Commons et ont permis d'illustrer des articles de l'encyclopédie Wikipédia. Ces documents ont été utilisés à travers les différents projets de Wikimedia dans le monde et vus plus de 30 millions de fois.

Ce succès et la qualité de cette collaboration amènent les Archives nationales et Wikimedia France à poursuivre les actions menées et à les enrichir avec, par exemple, la mise en ligne de documents sur des thématiques précises (la Première Guerre mondiale, la Collaboration). La reconduction de la convention liant les deux partenaires illustre la volonté de renforcer significativement ce partenariat, gage d'ouverture et d'échanges pour les Archives nationales.

3 La valorisation scientifique

A Les colloques et journées d'étude, les centres de recherche

La valorisation scientifique et culturelle des archives se traduit d'abord par l'organisation de colloques, journées d'étude, séminaires, conférences et débats citoyens, notamment grâce à l'auditorium du site de Pierrefitte-sur-Seine dont l'équipement a été complété en 2015. C'est également un lieu propice à l'accueil de nombreuses manifestations de partenaires, ceux notamment installés sur le territoire du département de Seine-Saint-Denis (administrations de l'État, de Plaine Commune, du conseil départemental). Ces manifestations illustrent les différents axes du PSCE.

En voici quelques exemples, témoins de la variété des sujets traités par les Archives nationales, depuis la restitution de sujets scientifiquement très pointus, à l'ancrage, dans l'actualité la plus large, de certaines thématiques.

Enfin les centres de recherche liés au département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime ont connu une riche actualité en 2015 avec, notamment, leur nouvelle localisation.



Auditorium.

Colloque Archivistes et historiens, actualités des travaux sur la répression, l'internement et la déportation en 1939-1945, 30 septembre - 1^{er} octobre 2015

et Documents numériques), la Fondation pour la mémoire de la déportation, la Fondation de la Résistance et les archives départementales de Meurthe-et-Moselle, cette manifestation a mis l'accent sur les nouveaux outils documentaires et numériques, les renouvellements historiographiques qu'ils suggèrent, les partenariats mis en œuvre et la variété des publics visés, entre chercheurs, grand public, familles et public scolaire. Organisées sous forme de quatre tables rondes (« 1. La répression : renouveler les pratiques éditoriales en repensant les partenariats », « 2. L'internement : recenser les lieux et les faire vivre », « 3. La déportation : documenter des destins individuels au-delà des frontières et accompagner les familles », « 4. Le témoin : préserver sa parole et la garder vivante »), les séances, conduites par un nombre important d'archivistes, d'historiens et d'acteurs du patrimoine en général, ont fait une place aux médiations nécessaires, à l'heure de la disparition des derniers témoins, et aux conditions d'instauration d'un dialogue vivant entre institutions patrimoniales, universités, historiens et monde associatif.

Soixante-dix ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce colloque a fait le point sur les nouveaux enjeux de l'histoire de cette thématique. Fruit d'une réflexion commune avec le Consortium ArcMC (Archives des mondes contemporains, Inventaires

Colloque *La nationalité en guerre*, 3-4 décembre 2015

Les archives liées à la nationalité occupent une part importante de l'activité du département de la Justice et de l'Intérieur, notamment en termes de communications aux lecteurs. Il était donc naturel qu'un axe du PSCE leur fût réservé. Le choix a été fait de concentrer les efforts sur la valorisation des archives consacrées à la question de la nationalité en temps de guerre, aux conditions particulières de son acquisition ou au contraire de sa perte, ce qui a donné lieu à plusieurs actions distinctes.



Registres de nationalité ouverts par les
Forces françaises libres (1940-1945).
Arch. nat., 20000247/1.

Dans ce cadre, un colloque international et transdisciplinaire a été organisé, permettant de mettre en perspective ces différentes actions. L'ambition était de montrer comment la guerre, temps de confrontation avec l'extérieur et simultanément de remise en ordre intérieure, est un moment critique de reconfiguration des formes d'inclusion et d'exclusion sociale et nationale, et comment elle prend, durant son déroulement, un sens nouveau, se chargeant de dimensions nouvelles théoriques, juridiques et pratiques. Le colloque souhaitait ainsi embrasser une pluralité de problématiques liées tant aux conflits eux-mêmes qu'aux sorties de guerre, dans le temps long (1789-1991), ce qui permettait de faire ressortir des permanences et des évolutions.

Pour donner à cet événement l'envergure intellectuelle et internationale qu'il méritait, les Archives nationales ont établi des partenariats avec le Palais de la Porte dorée-Musée national de l'histoire de l'immigration, l'Institut historique allemand, l'université Paris 8 et son laboratoire IDHES, et l'université Paris 13 ; le colloque a en outre reçu le soutien financier de la Comue université Paris Lumières.

Le colloque s'est tenu les 3 et 4 décembre 2015, dans un contexte de polémique autour de la question de la déchéance de nationalité qui a rendu les débats particulièrement en prise avec l'actualité, ce qui n'a pas manqué d'être souligné. Il a donné lieu à vingt-neuf communications d'intervenants venant, outre de France, des États-Unis, de Biélorussie, d'Allemagne, de Belgique, de Suisse ou encore d'Italie. Les communications couvraient une large aire géographique, de l'Amérique du Sud à la Russie en passant par l'Afrique du Nord et l'Europe. Les questions coloniales, et en particulier celle de l'Algérie, ont été évoquées.

Replay, restitution, recréation... Pour une typologie de la reprise des archives – danse, arts plastiques, 5 novembre 2015

Cette journée d'étude a marqué une étape importante dans le déroulement du projet triennal (2015-2017) « Replay, restitution, recréation... Pour une typologie de la reprise des archives », soutenu par le Labex Arts-H2H (université Paris 8). Ce projet collectif, porté par les Archives nationales, repose sur le souhait de confronter

la manière dont trois institutions (les Archives nationales, le Centre national des arts plastiques et le Centre national de danse contemporaine-Angers) se saisissent du patrimoine archivistique, sous le regard critique des chercheurs du laboratoire « Arts des images et art contemporain-EA4010 » au sein de l'EPHA/université Paris 8), d'une part, et des élèves de l'École nationale supérieure d'art de Paris-Cergy [ENSAPC], d'autre part. D'emblée, le questionnement s'est orienté vers les archives comme traces et preuves de l'existence d'une œuvre d'art, qui détiennent le pouvoir de la faire renaître quand elle est éphémère, détruite, volée ou oubliée. L'objectif est de rechercher les modalités de la résurrection des œuvres d'art au travers d'expérimentations scientifiques et artistiques qui utilisent comme matière première les documents d'archives. Ces trois années correspondent à un déploiement du questionnaire et des motifs possibles, de la restitution à la réactivation, en passant par la répétition.

L'année 2015 a permis de mettre en place les conditions de la recherche et des créations artistiques à venir, à travers la constitution d'un corpus et l'organisation de journées-ateliers.

Parallèlement à la constitution de ce corpus croisé, le CNAP, le CNDC et l'ENSAPC ont organisé chacun une journée-atelier. Ces journées, associant chercheurs et artistes, ont pris la forme de laboratoires visant à étudier la relation des artistes aux archives sous l'angle de la récréation/reconstruction/réactivation des œuvres chorégraphiques, plastiques, performées.

Activités de recherche des centres d'onomastique, de sigillographie et de topographie parisienne du département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime [DMAAR]

En 2015, le transfert au CARAN des centres d'onomastique, de sigillographie et de topographie parisienne, et l'inauguration de la salle Jean-Favier ont fortement accru la visibilité des centres de recherche du DMAAR auprès du public, de même

que le changement d'intitulé des deux premiers centres, rebaptisés « centre de sigillographie et d'héraldique » et « centre de toponymie et d'anthroponymie », afin de mieux rendre compte de leurs activités.

Le Centre de topographie parisienne [CTP] a participé à de nombreuses manifestations et programmes scientifiques (Bretez, ParisCaves...), tout en poursuivant son travail de dépouillement de sources, de recensements et d'études du bâti, et de reconstitution du parcellaire parisien ancien, aidé en cela par l'arrivée d'un ingénieur du CNRS à mi-temps, qui s'est attelé à l'édition du terrier du Temple en 1789. Le CTP a reçu et renseigné un public toujours exigeant et particulièrement nombreux en 2015 : 700 chercheurs, soit 75 % d'augmentation par rapport à 2014.

Le colloque d'onomastique, qui s'est tenu du 2 au 5 décembre, mérite une mention particulière en raison de la richesse de son programme et du nombreux public qu'il a attiré.

En matière de sigillographie, le DMAAR affirme encore son expertise à travers sa participation à plusieurs programmes scientifiques d'envergure, en partenariat avec de nombreuses institutions (étude des matrices de sceaux-ADEMAT, étude des sceaux plaqués mérovingiens et carolingiens-SPAHM, projet de base de données recensant les moulages, matrices et empreintes de sceaux conservés en France-SIGILLA).



Salle Jean-Favier.

B Une opération exemplaire autour des archives Foccart



Le très volumineux fonds du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, dirigé par Jacques Foccart (1913-1997) sous Charles de Gaulle et Georges Pompidou, a fait l'objet de l'édition d'un répertoire numérique détaillé, enrichi d'un dictionnaire des principaux collaborateurs du « Monsieur Afrique », homme de l'ombre de la V^e République. Comptant 4155 articles, le fonds AG/5(F) se répartit en deux ensembles : la partie « Scribe », constituée des archives emportées de l'Élysée par J. Foccart en 1974 pour son bureau de la rue Scribe, et remises aux Archives nationales en 1980, relatives aux contacts et aux interlocuteurs africains et européens du secrétaire général ; et la partie « Élysée », rassemblant les archives des collaborateurs, laissées au palais de l'Élysée au décès de Georges Pompidou et remises par la présidence de la République de 1977 à 1980, qui font entrer dans le secret du cabinet présidentiel et retracent le processus d'information et de décision au plus haut sommet de l'État sous de Gaulle. Le secrétariat général suivait en propre les manifestations organisées pour les délégations africaines. La partie « presse » du fonds reflète le climat autour des décès de Ch. de Gaulle et de G. Pompidou et documente de nombreuses affaires, ainsi que les visites des chefs d'État français en Afrique et celles des chefs d'État africains en France. Le chercheur y retrouvera les crises politiques africaines au lendemain de la décolonisation (Congo, Biafra, etc...), la création de la politique de coopération, l'évolution sociale et économique du continent, la politique menée vers les DOM-TOM.

La constitution de ce fonds de référence pour les travaux sur la décolonisation franco-africaine repose sur une démarche menée par Jacques Foccart, dès avril 1971, qui remit aux Archives nationales trente-quatre volumes de « manuscrits du général de Gaulle », compilés par lui-même. Ces trente-quatre volumes recèlent les consignes du Président sur la conduite des affaires africaines et les lettres annotées de sa main de commentaires en marge, soit le plus intime de la fabrique de la politique africaine et ultramarine de la France entre 1959 et 1969. Numérisées, ces 1846 pages au total sont progressivement publiées en ligne sur le site Internet des Archives nationales, depuis 2015, selon les règles de communicabilité en vigueur.

Le colloque international *Foccart, archives ouvertes. La France, l'Afrique, le monde* (1958-1974) (Pierrefitte-sur-Seine et Paris, 26-27 mars 2015), organisé avec l'université Paris-Sorbonne, résulte d'une décennie de recherches scientifiques sur la « Françafrique », fondées sur ces archives de la première cellule Afrique de l'Élysée.

Jacques Foccart et
Félix Houphouët-Boigny,
président de la République de
Côte d'Ivoire, sortant du Palais
de l'Élysée, 17 avril 1969.
Arch. nat., AG/SPH/63,
reportage n° 2111, cliché n° 16462.

 http://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_053699

C Le développement du mécénat aux Archives nationales

La valorisation scientifique passe enfin par un développement de nos actions de mécénat. À ce titre, l'année 2015 aura vu deux actions de mécénat éclatantes dues à l'action des Archives de France : l'acquisition du fonds Turgot et l'opération de restauration des décors de la Chancellerie d'Orléans.

Amboise

Début 2016, une opération exemplaire sera lancée pour l'acquisition du registre des comptes du château d'Amboise grâce, à la fois, à un mécénat d'entreprise et, pour la première fois, à une souscription publique *via* la Fondation du patrimoine.

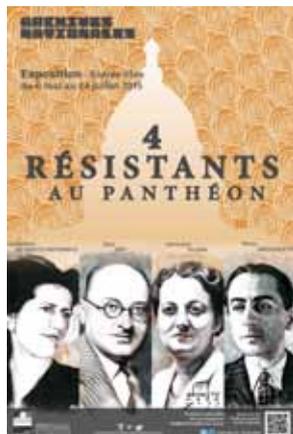


Fragments restaurés du plafond d'Antoine Coypel.
© Luc Marie Ithaque.

4 Les expositions

Leur rythme a été particulièrement soutenu en 2015. Au-delà de l'exposition *Voix cheminotes* sur le site de Pierrefitte-sur-Seine, on signalera les différentes actions menées autour des panthéonisés, notamment autour de la figure de Jean Zay, et, pour Paris, les expositions *La Collaboration*, *Mésopotamie*, *carrefour des cultures*, et *Le secret de l'État*.

Les actions autour de Jean Zay



Affiche de l'exposition
4 résistants au Panthéon.
© Ernesto Novo.

L'année 2015 a été marquée notamment par l'entrée au Panthéon, le 27 mai, de Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Germaine Tillion, Pierre Brossolette et Jean Zay. Les Archives nationales, qui conservent depuis 2008 le fonds d'archives de Jean Zay, ont été fortement impliquées dans les commémorations et les événements liés à cette actualité.

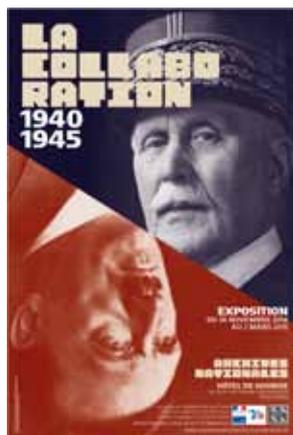
Elles s'y sont directement associées à travers l'exposition *4 Résistants au Panthéon* présentée dans le hall du site de Pierrefitte-sur-Seine du 6 mai au 24 juillet 2015 et retraçant la vie de ces quatre personnalités engagées dans la Résistance. Elles ont également activement collaboré à la réalisation de deux expositions consacrées exclusivement à Jean Zay au ministère de la Culture et de la Communication, en assurant le commissariat scientifique et technique. La première présentait l'action de Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts, dans les vitrines du salon Alechinsky ; la seconde donnait un aperçu plus étendu de son parcours dans les vitrines du péristyle de la rue de Valois (*Jean Zay une vie d'engagements (1904-1944)*, du 30 avril au 14 juin 2015). Cette double exposition a été inaugurée le 5 mai en présence de la ministre de la Culture et de la Communication, de Catherine Martin-Zay et Hélène Mouchard-Zay, filles de Jean Zay.

À cette occasion, ont été numérisés dans leur intégralité un certain nombre d'ensembles du fonds d'archives : la correspondance familiale, amicale et ministérielle ; les archives concernant les dernières années de Jean Zay depuis son embarquement sur le *Massilia* en 1940 jusqu'à sa mort en 1944 ; les photographies.



Vue de l'exposition.

Exposition *La Collaboration (1940-1945)*



Affiche de l'exposition
La Collaboration (1940-1945).
© Design Saluces.com.

Les Archives nationales ont souhaité s'associer aux commémorations du 70^e anniversaire de la libération de la France et de la victoire contre le nazisme en proposant, par l'exposition *La Collaboration (1940-1945)*, une mise en perspective historique des quatre années noires qui les ont précédées. À travers plus de 300 documents et objets, pour beaucoup inédits, tirés de collections privées ou publiques ou de fonds d'archives ouverts pour l'occasion par le ministère de la Justice, cette exposition visait, par une approche à la fois chronologique et thématique, à faire comprendre toute la complexité de la Collaboration, qui constitue encore, pour certaines générations, un difficile héritage et un sujet de polémiques non éteintes. Le commissariat scientifique en a été confié à Denis Peschanski, directeur de recherche au CNRS, et à Thomas Fontaine, docteur en histoire, associés, aux Archives nationales, à Marion Veyssière, Violaine Challéat-Fonck, Pascal Raimbault et Régis Lapasin.

Inaugurée le 25 novembre 2014 par le secrétaire d'État aux Anciens Combattants et à la Mémoire et présentée pendant quatre mois à l'hôtel de Soubise, l'exposition a suscité un vif intérêt attirant plus de 60 500 visiteurs, toutes générations confondues, incitant les Archives nationales, dès le mois de janvier, à proposer une nocturne les jeudis et samedis.

Des ateliers ont par ailleurs été proposés par le service éducatif à destination tant du public scolaire pour plus de 400 élèves du primaire au secondaire que de 150 enseignants, avec notamment l'organisation de parcours inter-musées avec le Musée d'art et d'histoire du judaïsme ou le Mémorial de la Shoah. Près de 40 visites de groupes, totalisant près de 760 personnes, ont par ailleurs été animées par les cinq commissaires scientifiques ou les conférencières du musée, dont une visite privée pour le président de la République venu découvrir l'exposition en compagnie de la ministre de la Culture et de la Communication le 20 décembre 2014.

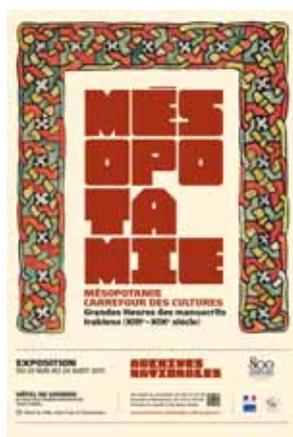
Un cycle de conférences-débats a également été organisé afin d'approfondir les thématiques exposées en présence d'éminents historiens venus partager le fruit de leurs recherches. 8 conférences ont ainsi été proposées les samedis après-midi à l'hôtel de Soubise pour près de 700 personnes et deux journées hors les murs ont été organisées avec le ministère de la Défense (direction de la mémoire, du patrimoine et des archives) à l'École militaire, réunissant près de 800 personnes.

Le partenariat avec le ministère de la Défense s'est aussi concrétisé dans la publication en coédition avec les Éditions Tallandier, d'un beau livre, rédigé par Thomas Fontaine et Denis Peschanski, présentant la Collaboration sous toutes ses formes selon une trame chronologique à travers plus de 530 documents.



Vue de l'exposition.

Mésopotamie, carrefour des cultures. Grandes Heures des manuscrits irakiens (XIII^e-XIX^e siècle), hôtel de Soubise, 20 mai-24 août 2015



Affiche de l'exposition
Mésopotamie, carrefour des cultures. Grandes Heures des manuscrits irakiens (XIII^e-XIX^e siècle).
© Elio Di Raimondo.

Organisée à l'occasion du 800^e anniversaire de la fondation de l'ordre des frères prêcheurs, l'exposition était centrée sur la présence dominicaine en Orient et sur son interaction avec les cultures locales. Les riches archives du couvent des dominicains de Mossoul, fondé en 1750, et sa collection de manuscrits anciens, numérisée par le bibliothécaire du lieu, le père Nageeb Michael, ont été largement mises à profit grâce au partenariat noué avec l'Association pour l'histoire de l'ordre dominicain en Europe et la bibliothèque du Saulchoir.

Le long d'un parcours jalonné de reproductions de paysages, de monuments et de manuscrits, les visiteurs découvraient l'écriture mésopotamienne sur tablettes d'argile (prêts de l'École pratique des hautes études) et les fouilles des sites antiques menées par les consuls français de Mossoul vers 1840-1850, les origines médiévales de l'Ordre et ses itinéraires de mission vers l'Orient, avant d'entrer dans le quotidien des frères du couvent de Mossoul à travers leur correspondance, leurs publications savantes (en linguistique, histoire, archéologie) et leurs clichés photographiques de la fin du XIX^e siècle.

Dans une section spécifique, de précieux manuscrits arabes et syriaques de la Bibliothèque nationale de France donnaient à voir l'extraordinaire métissage de la culture écrite entre le Tigre et l'Euphrate du Moyen Âge au XIX^e siècle.

Bibles, livres liturgiques enluminés et recueils médicaux de la culture syriaque dialoguaient avec les corans, les livres d'histoire et de grammaire de la culture arabe ; les centres de copie de Bagdad et de Mossoul, d'Alqosh et de Qaraqosh, ou encore du monastère de Rabban-Hormizd étaient aussi mis à l'honneur.

Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer (XVII^e - XX^e siècle), Paris, hôtel de Soubise, 4 novembre 2015- 28 février 2016



Affiche de l'exposition
*Le Secret de l'État.
Surveiller, protéger, informer
(XVII^e - XX^e siècle).*
© Krzysztof Pruszkowski,
Le Président de la V^e République,
Fotosynthese, 2015 / Graphisme in
situ, Lawrence Bitterly.

En pleine actualité de la réforme du renseignement, l'exposition sur le secret de l'État remet en perspective la naissance et le développement de ces administrations

discrètes auxquelles l'État confie des missions périlleuses mais souvent vitales. À la suite d'une vaste recherche au sein de tous les départements des Archives nationales (d'où proviennent 114 des 322 items exposés) et grâce à des partenariats noués avec une vingtaine d'institutions (comme, par exemple, le Service historique de la Défense ou la Cité de la Mer de Cherbourg), le projet a permis de révéler au public une grande variété d'archives proprement dites, mais aussi des objets liés aux techniques et aux langages du secret, de la Renaissance à l'ère numérique, avec des prêts exceptionnels des services de renseignements des ministères de l'Intérieur et de la Défense. Textes législatifs et réglementaires, dépêches secrètes, comptes de dépenses, relevés de surveillance des populations, lettres d'espions, notes et mémoires de reconnaissance en pays ennemi, messages codés d'agents secrets, transcriptions d'écoutes téléphoniques ou organigrammes de services secrets font entrer le visiteur dans le monde souterrain du renseignement militaire et de l'espionnage.

L'un des attraits de cette exposition est de réunir également les principaux instruments du chiffrage et de la cryptographie. Depuis une boîte à chiffrer et déchiffrer de l'époque du roi Henri II jusqu'au téléphone Teorem utilisé par le président de la République, en passant par des tables de chiffrement, la fameuse machine Enigma ou une valise photographique de la DST, la gamme des techniques du secret est très large. L'ensemble du propos a été particulièrement mis en valeur par une scénographie ambitieuse d'imposantes étagères et de bâches imprimées rétro-éclairées, qui donnent son caractère mystérieux à l'exposition. Des extraits de films et d'émissions

télévisées (interviews de responsables du renseignement ou d'hommes politiques) informent le public à la fois sur l'imaginaire foisonnant suscité par le monde du secret et sur la réalité des actions menées sur le terrain par les agents de l'État.

La réalisation d'un film de témoignages de personnalités de la politique et du renseignement, la plongée immersive dans le cœur du sous-marin *Redoutable*, la visite virtuelle pérenne de l'exposition, accessible depuis le site Internet des Archives nationales, et les quatorze conférences du samedi ont été des dispositifs efficaces de vulgarisation des connaissances. L'exposition a accueilli enfin un public nombreux d'élèves, notamment dans des ateliers sur la cryptographie. Il faut souligner à cet égard le rôle clé du partenariat noué avec la dynamique Association des réservistes du chiffre et de la sécurité de l'Information [ARCSI].

Désormais, certaines des expositions présentées par les Archives nationales seront accompagnées d'une exposition virtuelle. Celle sur *Le secret de l'État* constitue la première du genre.



Lettre sur le capitaine
Liberge de Granchain
soupçonné de royalisme,
23 mars 1798.
Arch. nat., AF/111/206, pièce 7.



Vue de l'exposition.

À l'occasion des Journées européennes du patrimoine 2015,
une exposition présente les premiers décors restaurés de la Chancellerie d'Orléans :
Renaissance d'un chef-d'œuvre : les décors de la Chancellerie d'Orléans,
12-20 septembre 2015 en salle des gardes, puis en salle d'assemblée jusqu'en 2017

L'hôtel de la Chancellerie d'Orléans, construit le long des jardins du Palais-Royal par l'architecte Boffrand entre 1705 et 1708 pour le compte du futur Régent, Philippe d'Orléans, a été détruit en 1923 pour satisfaire un projet d'extension immobilière de la Banque de France. Cette dernière, devenue propriétaire de l'hôtel, n'avait alors obtenu sa démolition qu'à la condition de déposer et de conserver soigneusement, en vue d'un remontage, les décors des salons les plus fameux. Après plus de 90 ans de sommeil, quatre salles exceptionnelles dues au talent de l'architecte Charles De Wailly seront bientôt restituées : le grand salon et son célèbre plafond du *Triomphe de l'Amour sur les dieux* par Antoine Coypel, une chambre à coucher au plafond peint par Louis Durameau représentant le *Lever de l'Aurore*, la salle à manger au plafond d'*Hercule et Hébé* par Jean-Jacques Lagrenée ainsi qu'un vestibule aux décors de grisaille.

À l'occasion des Journées du patrimoine, une trentaine d'exemples majeurs de cet ensemble ont été pour la première fois dévoilés au public dans la salle des gardes de l'hôtel de Soubise du 12 au 20 septembre, dont deux morceaux du *Lever de l'Aurore* de Durameau, le plafond peint en grisaille par Gabriel Briard pour le vestibule, les dessus-de-porte du sculpteur Augustin Pajou pour le salon et la chambre, les sphinx de la corniche de la salle à manger.

Après la restauration de la façade ouest de l'hôtel de Rohan en 2016 et l'aménagement des espaces intérieurs en 2017, le chantier de remontage à proprement parler est prévu à partir de la fin de l'année 2017.



Affiche de l'exposition
*Renaissance d'un
chef-d'œuvre :
les décors de la
chancellerie d'Orléans.*
© Word Monuments
Fund.

5 Les publications

Au-delà des publications papier des Archives nationales, l'année 2015 aura vu l'apparition de deux nouveaux types de publications numériques, avec la publication du *Labo des Archives nationales*, soit un carnet de recherches, nouvel espace de réflexion et d'échanges pour ceux qui veulent explorer la complexité des archives, et la publication, sous forme électronique, des actes de trois colloques et journées d'étude sur la plate-forme *OpenEdition Books*.

OpenEdition Books : un espace éditorial pour les colloques et journées d'étude des Archives nationales

La valorisation, la plus large et la plus rapide possible, des résultats des nombreux colloques et journées d'étude organisés par les Archives nationales, ou auxquelles elles participent, a rendu nécessaire la création d'un espace éditorial en ligne spécifique qui a conduit à retenir la plate-forme *OpenEdition Books*. Ce nouvel espace accueille trois premiers ouvrages électroniques, qui compilent les actes de manifestations récentes : *Le consulat de France à Cadix (1666-1740)* [colloque de 2009] ; *Archives et communisme(s) : l'avant-guerre (1919-1943)*. *Nouveaux outils, nouvelles archives* (colloque de 2011) et *Charles de Gaulle (1890-1970)*. *Archives et histoire* (journée d'étude de 2012).

OpenEdition Books est développé par le Centre pour l'édition électronique ouverte (CLEO), initiative publique à but non lucratif soutenue par de grandes institutions de recherche françaises et dont la principale mission est la promotion de l'édition électronique en libre accès. Cette plate-forme accueille 50 éditeurs différents en 2015 et prévoit d'héberger 16 000 ouvrages à l'horizon 2020.

Ne bougeons plus !

La publication majeure de l'année 2015 a été, pour les Archives nationales, l'ouvrage consacré aux sources relatives aux photographes et à l'histoire de la photographie dans les fonds du Minutier central des notaires de Paris.

À la fois instrument de recherche mettant en valeur des sources d'archives, presque toutes inédites, et dictionnaire pourvoyeur d'informations à caractère biographique sur les photographes et leurs milieux socio-professionnels, il est centré sur la source exceptionnelle que représentent, pour bien des études historiques, les actes notariés. Sont ainsi analysés plus de 5100 actes passés par les notaires parisiens entre 1839 et 1914 et classés dans l'ordre alphabétique des photographes. Le dictionnaire, qui constitue le cœur de l'ouvrage, consiste en une liste des particuliers et d'organismes en rapport avec la photographie, liste sur laquelle portent les dépouillements des actes notariés, mais aussi d'autres documents des Archives nationales ou issus des ressources documentaires d'autres institutions françaises et étrangères. Chaque entrée de l'abécédaire fait l'objet d'une structuration et d'une présentation identiques : brève notice biographique, bibliographie succincte, état des sources, analyse archivistique de chaque acte notarié.

Une iconographie abondante et de qualité illustre la vie de ces hommes qui constitue la matière même de l'ouvrage. Ces illustrations sont empruntées aux fonds des Archives nationales, mais aussi aux grandes collections d'images patrimoniales. Elles fournissent aussi des exemples des principaux procédés et des lieux de conservation, en les mettant en regard des actes eux-mêmes. De nombreuses annexes thématiques complètent l'ouvrage.

De l'image fixe à l'image animée (1820-1910). Actes des notaires de Paris pour servir à l'histoire des photographes et de la photographie, par Marc Durand, avec la collaboration de Claire Béchu, Marie-Ève Bouillon, Sylvie Bigoy et Sylvie Le Goëdec, et la participation de Marie-Françoise Limon-Bonnet et d'Emmanuel Rousseau, Pierrefitte-sur-Seine, Archives nationales, 2015, 2 vol., 1323 p.



Couverture de l'ouvrage *De l'image fixe à l'image animée (1820-1910). Actes des notaires de Paris pour servir à l'histoire des photographes et de la photographie*.

6 L'action pédagogique et artistique aux Archives nationales

L'ouverture d'un nouveau site à Pierrefitte-sur-Seine en 2013 a été l'occasion pour les Archives nationales d'intégrer de nouveaux enjeux à leurs missions de développement des publics parmi lesquels l'ouverture plus large des Archives en direction des publics, la diversification de ces derniers, l'identification et l'appropriation des Archives par le grand public. S'y sont ajoutées l'implication des Archives dans le développement du territoire à l'échelle du Grand Paris à travers plusieurs actions : une diversification des collaborations avec des opérateurs et des relais scientifiques, culturels, éducatifs, sociaux, artistiques ; une complémentarité entre les deux sites de Paris et de Pierrefitte-sur-Seine ; l'innovation, en jouant un rôle pionnier et moteur en matière de valorisation des fonds d'archives et en mettant en œuvre une programmation audacieuse en prise avec notre époque, fondée sur le lien entre archive et création.

La mise en œuvre de projets artistiques et culturels aux Archives nationales représente une réelle opportunité de donner un espace supplémentaire de visibilité aux archives, d'accompagner la création de sens et d'un en-commun à partir de la matière historique et de sensibiliser le grand public à ce patrimoine souvent méconnu.



Accueil d'un groupe d'élèves dans le hall d'entrée du public à Pierrefitte-sur-Seine.

L'archive comporte une forte dimension symbolique, poétique, une capacité à solliciter l'imaginaire. Le travail avec des artistes présente un potentiel pour sensibiliser le public à l'archive, à travers une approche qui conjugue création et dimension historique et qui s'appuie sur des supports autres pour la faire connaître dans ses différentes dimensions (historique et patrimoniale), mais aussi pour mettre en avant sa capacité à porter à l'étude des grands événements contemporains.

Une convention de partenariat pour trois ans entre les Archives nationales et le Comité départemental du tourisme de Seine-Saint-Denis

Une convention-cadre de partenariat a été signée le 9 décembre 2015 entre le Comité départemental du tourisme de Seine-Saint-Denis et les Archives nationales. Le Comité et les Archives nationales s'associent pour contribuer à la promotion des visites guidées qui ont lieu sur le site de Pierrefitte-sur-Seine, qu'il s'agisse de visites générales du bâtiment, de visites des expositions temporaires ou de celles inscrites aux Journées européennes du patrimoine. Par le biais de son site en ligne et d'un système de réservation pour la clientèle individuelle, le Comité participe ainsi à une meilleure connaissance des offres des Archives nationales destinées au grand public. Il peut, le cas échéant, faire participer l'institution à ses actions de promotion du tourisme culturel et patrimonial auprès d'organismes de sorties et de voyages de groupe. Enfin, il relaie l'offre de location d'espaces des Archives nationales auprès d'organismes d'événements ou d'entreprises. Dans le domaine de la communication, les liens sont également renforcés.

A L'action pédagogique

Le service éducatif a subi, comme toutes les institutions recevant des élèves, les conséquences des attentats qui ont touché la France au cours de l'année 2015. Si 11 500 élèves ont été accueillis dans le cadre de 569 ateliers pédagogiques, ce sont plus de 200 ateliers qui ont ainsi été annulés. Cependant, la fréquentation des scolaires par rapport à l'an dernier est en légère hausse, en particulier sur le site de Pierrefitte-sur-Seine.

À côté d'une offre désormais traditionnelle, ont été développées des activités novatrices, notamment dans les domaines de l'éducation artistique et culturelle [EAC], de l'e-learning, de l'éducation à la citoyenneté et à l'interculturalité. Des ateliers pluridisciplinaires associant histoire, géographie, mais aussi sciences, langues, lettres et arts continuent à voir le jour. Par exemple, l'atelier *La guerre du chiffre*, accompagnement de l'exposition *Le secret de l'État*, fait appel, dans ses différentes déclinaisons, aux mathématiques, aux lettres, à l'histoire et à la musique. Enfin, l'offre à destination des publics spécifiques est désormais importante et variée.



Atelier éducatif
en salle multimédia.

Les dispositifs mis en place dans le cadre de l'éducation artistique et culturelle

Les projets d'éducation artistique et culturelle impliquent la mise en place de partenariats avec l'ensemble des acteurs du territoire. En favorisant une plus grande ouverture des établissements scolaires du primaire et du secondaire sur leur environnement culturel proche, ils participent directement à la démocratisation culturelle et à l'égalité des chances. Impliqué depuis plusieurs années déjà dans ce dispositif, le service éducatif a renforcé cette année l'offre dans ce domaine.

De plus, la démarche répond pleinement aux enjeux précisés dans le projet de réforme du collège : renforcer les liens entre les espaces culturels et scolaires et accentuer l'interdisciplinarité dans les pratiques éducatives.

Parmi les actions menées en 2015, figure le projet pédagogique *Territoires métropoliStains*. S'inscrivant dans l'offre en géographie, il associe le réseau territorial des archives, une photographe, Anna Rouker, et les élèves de 6^e du collège Joliot-Curie de Stains. Le parcours, mené tout au long de l'année scolaire, proposait aux élèves une réflexion sur les représentations du territoire et une appropriation artistique de leur espace proche, à partir des fonds d'archives.



Concert des élèves du CRR d'Aubervilliers-La Courneuve, Nuit des musées 2015, hôtel de Soubise.

Dans le même esprit, l'offre EAC du service éducatif intègre des activités musicales, s'appuyant là encore sur les fonds, sous la forme d'ateliers pédagogiques (*Chansons dans la guerre*), d'ateliers-concerts (*Mademoiselle Louise et l'aviateur allié*, opéra pour enfants de Julien Joubert, qui a permis à deux classes de CM1 de Saint-Denis de s'approprier l'histoire de la Résistance) ou de concerts pédagogiques, en accompagnement ou en aboutissement de parcours pluridisciplinaires (*2710 jours de ma jeunesse*, concert de Damien Pouvreau, en liaison avec l'exposition *La Collaboration*). Liant des partenariats avec des conservatoires, les ateliers-concerts permettent le partage des activités scientifiques des étudiants musiciens avec le jeune public ou, à l'occasion d'événements comme la Nuit des musées, avec un public plus large encore.

L'accueil des publics spécifiques

Depuis plusieurs années, le service éducatif se tourne vers d'autres publics que les élèves. L'ouverture du site de Pierrefitte-sur-Seine, sur le territoire de la Seine-Saint-Denis, a permis de nouvelles perspectives en termes d'accueil des publics. Ce sont désormais des actions en faveur de personnes relevant du champ social ou en situation de handicap, de jeunes gens sous protection judiciaire, en situation de décrochage scolaire ou d'illettrisme, qui sont menées.

Des dispositifs originaux ont ainsi été mis en place : atelier *Calligraphie dans l'espace*, véritable support de rééducation pour appréhender le geste graphique par le biais de la sensorialité et du geste dansé, à destination de jeunes adultes handicapés et de personnes atteintes de troubles neuro-dégénératifs ; travail de réalisation de l'exposition *Archives de l'Amour*, réalisée avec des jeunes gens en situation d'illettrisme, en partenariat avec l'association *Savoirs pour réussir* ; atelier *Jour de vote aux Archives nationales* créé à la demande de l'Association Rapid qui œuvre pour l'insertion de personnes immigrées par l'apprentissage de la langue française et l'aide à l'insertion professionnelle.



Atelier de calligraphie.

Le prix « Patrimoines pour tous » et l'accessibilité aux Archives nationales



Patrimoines pour tous :
remise du prix le 27 janvier 2016.
© Thibault Chapotot/MCC.

En 2015, les Archives nationales ont reçu le prix « Patrimoines pour tous », décerné par le ministère de la Culture et de la Communication, qui a pour objet « de distinguer une démarche d'excellence en matière d'accessibilité généralisée des lieux patrimoniaux pour les personnes en situation de handicap moteur, visuel, auditif ou mental »¹.

Au cours de l'année 2015, l'institution a en effet mis en place des mesures d'amélioration de l'accès au public en situation de handicap tant au musée (hôtel de Soubise) que dans les salles de lecture de Paris et de Pierrefitte-sur-Seine. Des vidéoagrandisseurs accompagnés de logiciels de grossissement de caractères ont été installés dans les salles de consultation pour permettre aux personnes malvoyantes d'accéder aux documents originaux et à la salle des inventaires virtuelle.

¹ <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Developpement-culturel/Culture-et-handicap2/Actualite/Prix-Patrimoines-pour-tous-2015>

Les points d'accueil ont été équipés de boucles magnétiques à destination des malentendants pour améliorer le confort d'écoute. Depuis décembre 2015, des fauteuils roulants et des cannes-sièges sont proposés au public pour les visites des expositions ou des bâtiments.

Du 8 avril au 15 juillet 2015, une exposition a été accessible aux personnes malvoyantes sur le site de Pierrefitte-sur-Seine, *Voix cheminotes*, montée en partenariat avec l'association Rails et histoire. En 2016, ce sera l'exposition *Le foot, une affaire d'État* (Pierrefitte, 27 mai - 19 septembre), qui proposera un dispositif « Cécifoot » et un parcours tactile au cœur de l'exposition.

Depuis décembre 2014, les Archives nationales ont rejoint la Réunion des établissements culturels pour l'accessibilité [RECA], pilotée par Universcience, et participent au groupe de travail « nouvelles technologies et handicap ». Le service éducatif continue à développer et promouvoir l'offre d'ateliers adaptés (six actuellement) qui ont reçu six classes ULIS [unités localisées pour l'inclusion scolaire] et trois centres de formation pour jeunes adultes handicapés en 2014-2015. Principalement proposés sur le site de Paris, ils seront déployés sur le site de Pierrefitte-sur-Seine en 2016.

Pour ce qui est de l'accès au bâti, si le site de Pierrefitte-sur-Seine est aux normes, celui de Paris, et principalement le musée, hôtel particulier classé monument historique, nécessitent des aménagements plus complexes et coûteux. Des mesures ont déjà été mises en place (rampe d'accès provisoire dans la cour de Guise, boucle magnétique dans la salle audiovisuelle) et un agenda d'accessibilité programmé sur trois, six et neuf ans sous maîtrise d'ouvrage de l'OPPIC a été remis à la Préfecture de Paris.

Enfin l'institution a poursuivi son engagement dans des projets de recherche en partenariat avec des établissements supérieurs et des universités autour de l'accessibilité, tel le projet OCELLES² de plateforme collaborative de définition en langue des signes française, auquel participent les agents sourds des ateliers de restauration sur des concepts propres aux archives. Le service éducatif a poursuivi son travail engagé en 2014, avec le laboratoire THIM et Paris 8, autour de la conception d'un bras haptique (bras à retour d'effort) pour une lecture tactile et auditive des éléments des sceaux en relief.



Boucle magnétique ou loupe électronique.

B Les actions artistiques

La mise en œuvre des projets artistiques et culturels s'est poursuivie tout au long de l'année 2015 sur les deux sites de Paris et de Pierrefitte-sur-Seine, dans des propositions très variées qui ont permis d'amplifier la diversification des publics des Archives nationales.

Les grands événements nationaux ont été l'occasion d'accueillir à Paris plusieurs artistes dans des formes chaque fois singulières, adaptées à la nature des manifestations. Durant la Nuit européenne des musées, « les Souffleurs, commandos poétiques » ont ponctué la visite des Grands dépôts d'impromptus poétiques. Pour la Nuit blanche, un écran géant a été dressé dans la cour d'honneur de l'hôtel de Soubise pour présenter le film de Véréna Paravel, Lucien Castaing Taylor et Ernst Karel, tourné à Fukushima et dont la thématique faisait écho à la COP21. Le film *Ah Humanity!*, entièrement réalisé avec un téléphone portable au travers d'une longue-vue terrestre, évoque notamment l'amnésie historique et les délires futuristes de l'humanité.



Nuit Blanche.

La collaboration des Archives nationales avec les festivals les plus divers est désormais un fait acquis. Sur le site de Pierrefitte-sur-Seine, Kyrie Kristmanson a ouvert la programmation Métis du festival de Saint-Denis. Un nouveau partenariat avec Africolor s'est élaboré autour des mouvements de vigilance citoyenne au Burkina Faso, avec notamment le conteur et comédien KPG, la photographe Sophie Garcia et le rappeur Smockey. C'est dans ce cadre qu'a pu être présentée la projection de *Révolutionnaire(s) !*, un documentaire du réalisateur Hassim Tall Boukambou sur l'histoire politique du Congo au XX^e siècle.

2 « Observatoire des concepts et des expressions lexicales en langues écrites et signées », porté par l'INSHEA, « Institut national supérieur de formation et de recherche pour l'éducation des jeunes handicapés et des enseignements adaptés », situé à Suresnes (92).

À Paris, le festival O 4 vents a proposé un marathon de lectures à destination du jeune public, autour de cinq femmes auteurs de textes de théâtre. Outre la poursuite des partenariats avec les festivals Cultures juives, Nomad, Paris quartier d'été, Jazzycolors et Paris en toutes Lettres, il faut signaler la participation des Archives nationales à la première édition du festival Les traversées du Marais, organisé par le réseau Marais Culture +, en accueillant une installation sonore d'Alain Français, *Learprint*.

**Traversée des frontières :
une exposition partenariale avec l'université Paris 8
dans le cadre du Centenaire de la Première Guerre mondiale**

Sous l'intitulé générique de *Traversée des frontières / Crossing the borders / Über die Grenzen...*, le site de Pierrefitte-sur-Seine a accueilli, du 1^{er} octobre au 3 novembre 2015, une exposition mixte, constituée des œuvres présentées par quatre étudiantes française, allemande, grecque et chypriote de l'université Paris 8, lauréates de bourses de création artistique. Ces dernières avaient été instaurées dans le cadre du concours international étudiant organisé en partenariat entre les Archives nationales et le service des Relations internationales de l'université Paris 8, avec le soutien de la Mission du Centenaire, pour prolonger l'exposition *Août 1914. Tous en guerre !*, proposée de septembre 2014 à janvier 2015. Sur la base d'une vingtaine de documents d'archives originaux, Anastasia Chintzoglou et Amélie Durand ont rassemblé collages, impressions, détournements d'images et captations sonores, sous le titre *Les/œuvres de mort, /prises au hasard, /se passent de commentaires*, pour rendre compte du fait de guerre dans notre quotidien, en particulier celui des jeunes générations, en comparant le contexte de la guerre de 1914-1918 et celui de ce début du XXI^e siècle, tandis que le film original de Ianna Néofytou et Marilena Netzker, *Sur les traces des ondes*, s'attachait à la création artistique, notamment théâtrale, et à l'engagement des artistes en général en temps de guerre, dans le cadre du développement des premiers réseaux radiophoniques.



Affiche des expositions
Les/œuvres de mort, /prises au hasard, /se passent de commentaires et *Sur les traces des ondes*



PARTIE

L'expertise professionnelle des Archives nationales

1 La conservation des archives

Trois grandes opérations sont particulièrement à signaler pour l'année 2015. L'une concerne le site de Fontainebleau, à la suite de la découverte, en juillet, d'une contamination massive survenue au cinquième sous-sol des unités interdites d'accès depuis mars 2014.

Par ailleurs, sur le site de Paris, ont été présentés les résultats des études menées depuis plusieurs années sur les conditions environnementales dans les espaces de conservation.

La dernière opération concerne l'élaboration du plan de sauvegarde et d'urgence sur l'ensemble des trois sites (PSU).

On mentionnera également plusieurs campagnes de reconditionnement de grande ampleur, dont celle liée à la décontamination, au dépoussiérage et à l'enchemisage de 835 registres de la sous-série ZZ/2 (Bureau des saisies réelles). Par ailleurs, a débuté le reconditionnement de l'une des séries les plus prestigieuses et les plus consultées des fonds anciens, la série S (Biens des établissements ecclésiastiques supprimés) : elle contient des milliers de pièces scellées médiévales, qui font l'objet d'un traitement pièce à pièce. Au rythme d'une centaine de cartons par mois, ce chantier exemplaire, qui a d'ores et déjà permis de repérer plusieurs centaines de pièces exceptionnelles, devrait être achevé d'ici trois à quatre ans.

FONTAINEBLEAU : « un sinistre dans le sinistre »

L'interdiction d'accéder aux deux unités de conservation du site de Fontainebleau, décidée le 28 mars 2014, a été levée le 15 juillet 2015 pour permettre la pose d'instruments de mesure (fissuromètres et clinomètres) dans les sous-sols.

À cette occasion, une inondation a été découverte au cinquième et dernier sous-sol, dont le sol était recouvert de deux à sept centimètres d'eau, selon les endroits. Les enregistrements effectués témoignent d'une hausse rapide du taux d'humidité dans certains magasins au mois de mars ; l'inondation a progressivement gagné, en fonction de la pente du sol, les autres magasins.

Elle a eu pour conséquence le développement de moisissures sur et, parfois, à l'intérieur des boîtes d'archives, en proportion variable selon les magasins et la nature des conditionnements utilisés, mais touchant en moyenne plus de la moitié des cartons. Fin juillet, les taux d'humidité constatés étaient supérieurs à 95 % HR dans l'air ambiant et à 80 % dans la plupart des boîtes.

Grâce à la protection offerte par les conditionnements, les documents eux-mêmes semblent peu contaminés. La situation la plus préoccupante concerne les plans d'architectes, conservés dans l'un des premiers magasins touchés par le sinistre et dont les conditionnements, notamment les portefeuilles équipés de rabats en toile, ont offert un terrain propice au développement des moisissures.

Des mesures d'assèchement de l'air ont immédiatement été mises en œuvre, puis renforcées en septembre par l'installation de déshydrateurs et de ventilateurs industriels. Elles ont permis une extraction progressive de l'humidité accumulée au cœur des documents : à la fin de l'année, le taux d'humidité était redescendu à 35 % dans l'air ambiant et à moins de 50 % dans les documents eux-mêmes.

Un appel d'offres a été lancé en décembre en vue de la passation d'un marché d'extraction et de traitement de l'ensemble des documents contaminés, soit environ 10,6 kml de documents standard et plusieurs dizaines de milliers de plans. Le choix a été fait de recourir à une décontamination par irradiation gamma, méthode peu utilisée en France pour le traitement du patrimoine écrit, mais couramment employée dans d'autres pays, et plus adaptée pour le traitement d'une telle masse que le gazage à l'oxyde d'éthylène.

Une attention particulière sera portée au traitement des documents photographiques, nombreux dans les fonds d'architectes et dont les caractéristiques propres sont évidemment différentes de celles du papier.

Afin d'évaluer l'efficacité comme les contraintes de cette méthode, différents tests seront réalisés pendant le traitement, en partenariat avec la Bibliothèque nationale de France et le Laboratoire de recherche des monuments historiques, sous l'égide du Service interministériel des Archives de France.

Les résultats de ces tests seront publiés, afin de permettre à l'ensemble des bibliothèques et services d'archives français de bénéficier des leçons de cette expérience.

PARIS : Construits et aménagés entre 1838 et 1988, les bâtiments du site parisien des Archives nationales se caractérisent par une forte hétérogénéité des solutions retenues, en fonction des moyens techniques et financiers disponibles au moment de leur construction, pour assurer la conservation des documents.

Si les qualités et les défauts de chaque bâtiment sont connus de façon intuitive par les responsables des fonds, il est apparu nécessaire de confronter cette connaissance empirique aux résultats des observations effectuées depuis la création du service de conservation préventive, en 2001.

L'objectif du diagnostic environnemental du site parisien, réalisé en 2015 par ce service, était ainsi de dresser le « profil conservation » d'un ensemble de magasins représentatifs des différents bâtiments du site (soit 32 magasins étudiés).

Il repose sur l'analyse croisée de trois paramètres liés aux exigences de conservation : les performances climatiques des magasins, leur sensibilité aux infestations microbiologiques et la fréquence des sinistres ayant eu un impact matériel sur les documents.

Il met en évidence les performances propres à chaque espace, en distinguant ceux qui offrent des conditions de conservation acceptables en l'état, ceux qui appellent des mesures d'amélioration (isolation ou traitement de l'air notamment), ceux pour lesquels des travaux majeurs sont nécessaires et ceux, enfin, qui, en raison de leur exposition au risque d'inondation en cas de crue de la Seine, doivent être considérés comme définitivement impropres à la conservation du patrimoine.

Pour la protection des documents en cas de sinistre

Piloté par le service de conservation préventive, le plan de sauvegarde et d'urgence [PSU] est le fruit d'un travail collaboratif des différents services et départements des Archives nationales. La priorité 2015 a été de développer le volet opérationnel, cœur actif du plan.

Le service de la gestion immobilière et logistique a enrichi l'analyse des risques existante, en étudiant spécifiquement les conséquences d'une crue de type centennale sur le quadrilatère. Corrélée aux résultats du diagnostic environnemental du site de Paris, cette réflexion a conduit à la décision de vider à court et moyen terme des collections patrimoniales la totalité des espaces de conservation situés en sous-sol.

Acteur essentiel du dispositif de protection et d'intervention, le service de la sécurité et de la sûreté a collaboré à la rédaction d'un ensemble de fiches décrivant les procédures d'urgence à suivre en cas de sinistre : déclenchement du PSU, chaîne d'appels, identification des zones de repli/circulation, des espaces de stockage du matériel d'intervention, cartographie d'implantation des fonds et fiches d'intervention topographique.

Les agents, dans leur ensemble, jouent un rôle décisif dans la réponse à l'urgence. À travers plusieurs séances de formation, ce sont 23 personnes, sur les trois sites, qui ont été formées ainsi que 32 pompiers. Ces formations ont pour but de développer des réflexes d'urgence, induisant les « bons gestes » à adopter dans une situation de crise. L'engagement des agents dans le plan de sauvegarde et d'urgence se formalise à travers une série de fiches rédigées en lien avec le service des ressources humaines, sur le rôle d'un volontaire, ses missions et les dispositions spécifiques prévues lors d'une intervention sur un sinistre.

Une première campagne d'acquisition de matériel a permis de constituer les réserves du stock de première

urgence : pour la gestion du sinistre (aspirateurs à eau, électro-pompes, groupes électrogènes), pour l'évacuation des documents (contenants pour le transport des documents sinistrés), pour le traitement des fonds, avec notamment l'achat d'une tente à armature gonflable légère, utilisable comme espace de repli ou de traitement ponctuel, déployable sur l'ensemble des sites et mutualisable avec des partenaires extérieurs.

Dernier maillon indissociable de la protection patrimoniale, la priorisation des documents à évacuer fera l'objet d'un focus spécifique en 2016. Le volet formation sera poursuivi et développé. Enfin, la réflexion sur les modes de protection interne des fonds non déplaçables, ainsi que la recherche de partenaires pour la mutualisation des moyens seront les principaux axes d'action qui permettront de finaliser le PSU en 2016.

2 L'expertise à travers les fonctions support

A Par le dialogue social et l'attention portée à l'encadrement des équipes

Un intense dialogue a été mené avec l'ensemble des organisations syndicales, dans le cadre de la mise en place, depuis le début de l'année 2015, du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail [CHSCT] des Archives nationales. Les échanges ont notamment porté sur les grands sujets des Archives nationales : situation du site de Fontainebleau, évolution sur le site de Paris, élaboration du document unique des risques professionnels, point sur l'amiante.

Les 22 réunions qui se sont tenues s'inscrivent dans le cadre des instances réglementaires, de visites des sites, de présentation de projets spécifiques ou de groupes de travail *ad hoc*.

Par ailleurs, a été entrepris un travail d'accompagnement de l'ensemble des encadrants des Archives nationales, pour les aider dans leurs missions de management et de gestion de leurs équipes. A été ainsi élaboré un guide en matière de gestion des ressources humaines. Sa présentation a été l'occasion de mettre en place des journées de formation destinées aux encadrants. Sept sessions ont été organisées qui ont été aussi consacrées à la prévention des risques psycho-sociaux [RPS], ce qui a donné lieu à des échanges d'expériences entre collègues de services différents, parfois peu habitués à travailler ensemble.

B Par les travaux effectués sur les bâtiments



Travaux sur le site de Paris.

Sur le site de **PARIS**

En 2015, sur le site de Paris, au titre des monuments historiques, trois opérations ont été réalisées : la réfection complète de la couverture de l'aile ouest des grands dépôts Napoléon III (rue des Archives), l'étanchéité des quatre descentes d'eau encastées dans les décors de l'aile principale de ces mêmes magasins, et la remise à niveau du portail monumental rue des Archives, dans l'axe de la ruelle de la Roche.

Il convient de mentionner les travaux d'étanchéité des descentes d'eau qui ont fait appel à des techniques très contemporaines. L'objectif était de corriger des défauts d'étanchéité des descentes en les traitant de l'intérieur afin d'éviter de devoir démonter les boiseries dans les Grands dépôts Napoléon III.

La vérification des ouvrages, réalisée par caméra, a permis de confirmer le choix technique qui consiste à glisser dans chaque descente d'eau (20 m de hauteur chacune) une gaine de feutre, préalablement imbibée d'un polymère, qui est fixée aux parois intérieures de chaque descente par la soufflerie d'un air pulsé à forte température ; l'adhérence du feutre sur la paroi intérieure de la descente assure une parfaite étanchéité aux ouvrages ainsi traités.

Parmi les très nombreux travaux d'entretien, a été réalisé le changement des châssis de toit obsolètes et non étanches (12 en 2015). L'ensemble des châssis a ainsi été changé sur les dépôts Napoléon III, soit 44 depuis 2012.

Enfin, une nouvelle banque d'accueil a été conçue en interne et réalisée pour le musée des Archives nationales.

Sur le site de **PIERREFITTE-SUR-SEINE**

Les travaux et opérations de maintenance s'organisent très différemment sur le site de Pierrefitte-sur-Seine ouvert au public en janvier 2013. Le caractère moderne et normé du bâtiment et des équipements, dans cette phase de mise en service, oriente les interventions vers des opérations d'achèvement et de requalification d'espaces liés à des usages nouveaux ou différemment dimensionnés au moment du programme de construction et sur des opérations liées à la garantie décennale des ouvrages.

C'est ainsi qu'en 2015 a pu être mené à bien l'équipement scénographique de l'auditorium (équipement vidéo et audio performant, à l'échelle de l'espace, système performant de micro-conférence et de traduction simultanée, éclairage scénique adapté, diffuseur et récepteur de son pour malentendant, de casques d'écoute, de borne wi-fi).

De même, on a pu réaliser une finition (en galet gris) sur l'œuvre de Pascal Convert, créée au titre du 1% artistique, et faire installer une signalétique « Archives nationales » sur un mat du parvis de la station de métro Saint-Denis-Université.



À gauche, reprise de fixation des demi-losanges des deux angles de la façade sud de l'IGH.
À droite, signalétique du parvis Ratp.

Enfin, la création du cabinet médical et des travaux d'aménagement d'une salle de dépoussiérage ont été finalisés.

Les espaces verts sont entretenus en fonction de l'évolution de la végétation et une veille sanitaire est effectuée sur les jeunes arbres plantés dans le cadre du projet général de construction du bâtiment. En 2015, une plantation de 20 000 bulbes, assurée par le jardinier des Archives nationales, a permis d'enrichir la diversité et la densité des végétaux conformément au projet initial de la paysagiste Florence Mercier. Enfin, l'installation de trois bancs extérieurs en granit reconstitué a été réalisée après avis des concepteurs du bâtiment et de ses espaces verts.

Chacun des sites, on le voit, est complexe et possède une dimension propre nécessitant la compétence de techniciens chevronnés, garants du bon fonctionnement des installations, soucieux de mettre en œuvre les actions nécessaires à l'entretien des installations et des bâtiments, mais également sensibles à la mise en valeur d'un patrimoine historique et contemporain remarquable.

C Par la sûreté et la sécurité

À la suite de la série d'attentats survenus le 13 novembre 2015, au Stade de France et dans Paris, le gouvernement a décrété l'état d'urgence et renforcé la posture vigipirate alerte attentats déjà en vigueur en Île-de-France. Cette disposition concerne notamment le contrôle des accès de toutes les personnes, des véhicules et de leur contenu, des objets entrant ainsi que l'interdiction de tout bagage(y compris les bagages de type cabine).

Les établissements culturels, entre autres, constituent des objectifs de sécurité prioritaires.

Pour répondre aux exigences demandées par ce renforcement, le service de la sécurité et de la sûreté des Archives nationales a été amené à prendre plusieurs mesures.

Un plan particulier de mise en sûreté a été créé. Il comporte trois hypothèses de menaces, et des procédures de réactions propres à celles-ci. Un système de transmission automatique d'alerte vers la police (RAMSES) est en cours d'installation.

Ont été mises en place des affiches d'informations aux accès piétons et véhicules, avec la mise à jour concomitante du site Internet et de consignes spécifiques.

Sur le site de PARIS Pour permettre le contrôle de toutes les personnes entrant dans l'enceinte des Archives, des guérites ont été installées au 60, rue des Francs-Bourgeois et au 11, rue des Quatre-Fils (accès aux jardins du site).

Les agents de sécurité des sociétés prestataires auparavant positionnés aux entrées de l'hôtel de Soubise et du Caran ainsi que dans les jardins assurent désormais leurs missions de surveillance et de contrôle depuis ces guérites. Au contrôle visuel des sacs s'ajoute celui de l'habitacle et du coffre des véhicules. Le passage au magnétomètre est maintenu, et il est demandé aux visiteurs d'ouvrir leurs manteaux.

Sur le site de PIERREFITTE-SUR-SEINE Le contrôle d'accès a été renforcé. Ainsi, pour les livraisons, un agent des Archives nationales se déplace au portail des livraisons et procède au contrôle du chauffeur et de l'habitacle et du coffre du véhicule, à l'aide d'un magnétomètre.

Tous les visiteurs se présentant à l'entrée « personnel » au satellite C0 sont contrôlés à l'aide d'un magnétomètre et un badge temporaire leur est attribué.



L'expertise professionnelle à travers les formations

La Conférence internationale supérieure d'archivistique [CISA] s'est tenue à Pierrefitte-sur-Seine. Organisée depuis 2012 par le ministère de la Culture et de la Communication et la Maison des cultures du monde, elle s'adresse aux professionnels étrangers appartenant à une même zone géographique et linguistique, dans le but de favoriser les échanges.

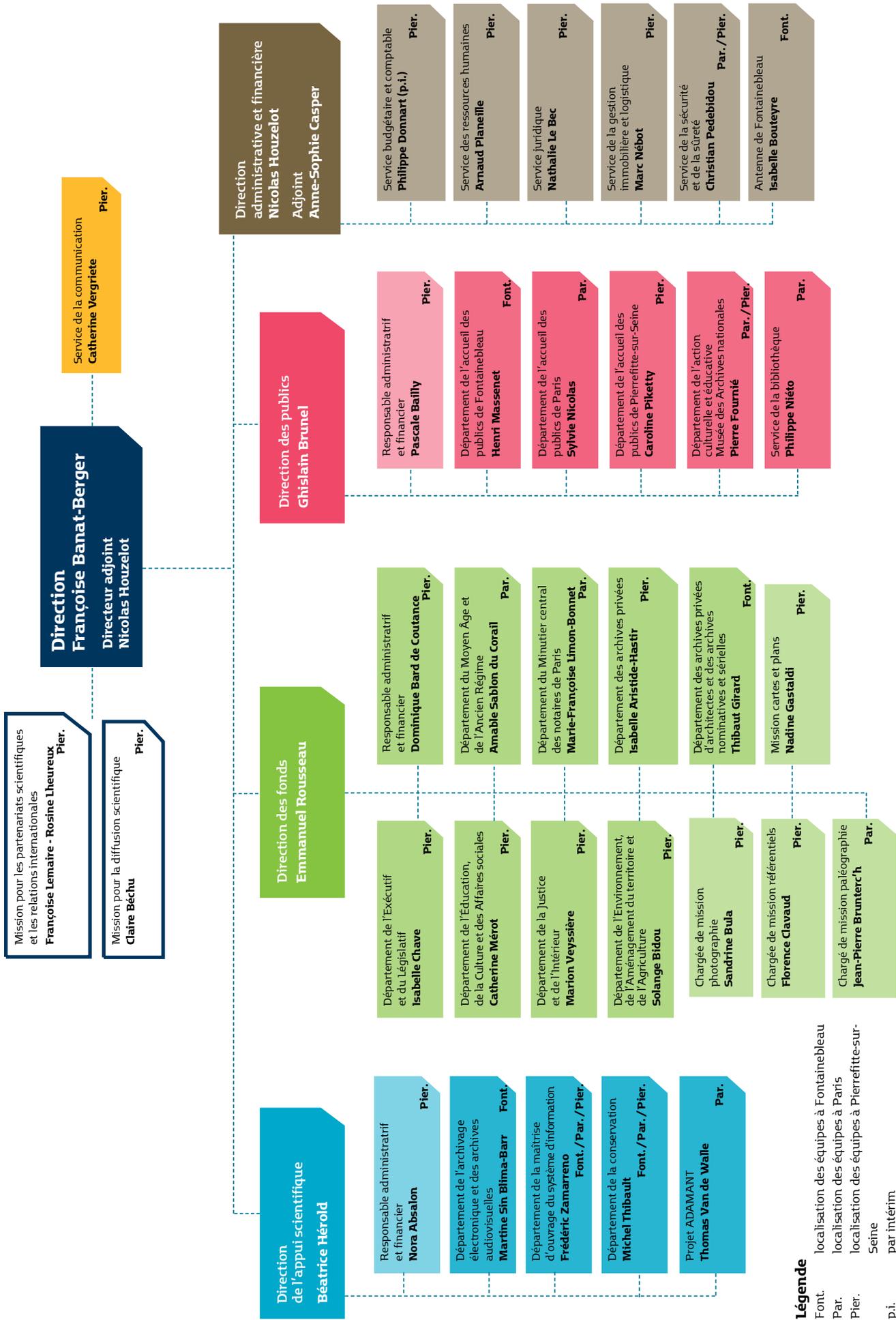
En novembre 2015, les Archives nationales, partenaire incontournable de ce dispositif depuis ses débuts, ont souhaité pour la première fois accueillir et animer la CISA dans son intégralité. Destinée aux archivistes européens, cette session a puisé son sujet, « Les services d'archives et leur éco-système numérique », dans l'expérience acquise entre 2005 et 2012, lors du chantier de modernisation de l'établissement, qui accompagna la construction du bâtiment de Pierrefitte-sur-Seine, et, notamment, la réalisation des projets relatifs à la transition numérique : numérisation des fonds, développement d'un service d'archivage numérique intégré, salle des inventaires virtuelle.

Venus des pays du Conseil de l'Europe, 18 archivistes ont ainsi pu échanger sur des questions aussi variées que la transition numérique dans une stratégie d'établissement, la politique d'archivage électronique de l'État ou, encore, la diffusion numérique des instruments de recherche et des archives elles-mêmes.

Cette expérience, riche et concluante, s'inscrit dans la volonté des Archives nationales d'amorcer un réseau international pérenne d'échanges d'expertise, volonté qui rejoint les préoccupations du ministère de la Culture et de la Communication. Ce dernier vient en effet d'organiser auprès de ses établissements le recensement des expertises valorisables à l'étranger. La réussite de la CISA devrait donc plaider en faveur des offres de service que les Archives nationales ont formulées.



Organigramme des Archives nationales



Légende

- Font. localisation des équipes à Fontainebleau
- Par. localisation des équipes à Paris
- Pier. localisation des équipes à Pierrefitte-sur-Seine
- p.i. par intérim



Axes et programmes du PSCE 2013-2016

Axe 1. L'individu dans la société	
Programme 1. Individu et société sous l'Ancien Régime	
Programme 2. La nationalité en question	
Programme 3. Surveiller et poursuivre	
Programme 4. Mutations sociales et sociétales	NOUVEAU
Axe 2. Du territoire à la ville, de la ville au bâti	
Programme 1. Connaissance de Paris et de ses mutations à travers sa topographie et sa cartographie	
Programme 2. Le château de Versailles	
Programme 3. Restaurer les cathédrales	
Programme 4. Le projet PIREN Seine	
Programme 5. Climat : histoire et sources	
Programme 6. Domestication des espaces naturels : la restauration des terrains de montagne	
Programme 7. Navigation et patrimoine : la signalisation maritime (1806-2010)	
Programme 8. Les affiches de promotion du tourisme	
Programme 9. Le territoire des Tartres	
Programme 10. Conduite d'un projet architectural	
Axe 3. La France en guerre	
Première Guerre mondiale	
Programme 1. Pour un centenaire de la Première Guerre mondiale (1914-1918 / 2014-2018)	
Seconde Guerre mondiale	
Programme 2. Résistance, Collaboration et répression	
Programme 3. Persécution, internement et déportation	
Programme 4. Juridictions d'exception : juger la Collaboration	
Programme 5. Sortie de guerre et reconstruction des régions sinistrées	
Axe 4. Du politique à la politique	
Programme 1. Les archives des hommes politiques : de leur relation aux archives	
Programme 2. Histoire du monde communiste	
Programme 3. Le politique en image	
Programme 4. Gouverner la France	
Programme 5. Les différentes voies de la décolonisation	
Programme 6. Les consulats de France sous l'Ancien Régime	
Programme 7. Guide des sources sur la Russie	
Axe 5. Histoire de l'État et de l'administration : des institutions de l'Ancien Régime aux grandes politiques publiques du XXI^e siècle	
Programme 1. Prosopographie	
Programme 2. La chancellerie royale	
Programme 3. Le Conseil du roi	
Programme 4. Le Parlement de Paris	
Programme 5. La gouvernance économique	NOUVEAU
Programme 6. État-providence, État social	
Programme 7. Les grands enjeux contemporains de la santé publique	NOUVEAU
Programme 8. Histoire de l'instruction publique et de l'éducation nationale	
Programme 9. L'État et les Beaux-Arts (XIX ^e -XXI ^e siècle)	
Programme 10. La protection du patrimoine culturel	
Programme 11. L'histoire des Archives nationales : de l'histoire d'une institution à celle des fonds qu'elle conserve	
Programme 12. La place du spectacle vivant dans les politiques culturelles de l'État	
Programme 13. Histoire des médias	

Programme 14. Histoire des universités et des établissements de l'enseignement supérieur	
Programme 15. Les archives de la recherche et des chercheurs en sciences humaines : entre travaux personnels et missions de service public	
Programme 16. Histoire des politiques liées à la jeunesse et aux sports	NOUVEAU
Axe 6. Sources et sciences auxiliaires de l'histoire	
Programme 1. Histoire des savoirs administratifs : évolution des structures et des pratiques de l'administration du XVIII ^e au XXI ^e siècle	
Programme 2. Archivistique et diplomatique notariale	
Programme 3. Sources de la loi française à travers les âges	
Programme 4. Sources de la Révolution française	
Programme 5. Sceaux et cachets	
Programme 6. Bulles pontificales de la période concordataire	
Programme 7. Supports et écriture	
Programme 8. Onomastique	
Axe 7. Archives et numérique : outils et méthodes	
Programme 1. Développement et valorisation des systèmes d'information	NOUVEAU
Programme 2. Construction d'une base de connaissances, le référentiel des producteurs	
Programme 3. ADAMANT : installer l'archivage numérique aux Archives nationales	
Programme 4. Les publications numériques et collaboratives	
Axe 8. Transmission et expérimentations	
Programme 1. Mettre en œuvre une politique des publics par une complémentarité et une synergie entre les sites	NOUVEAU
Programme 2. Transmission des savoirs	
Programme 3. Accueil et information du public : outils, méthodes et perspectives	
Programme 4. Les archives comme matériau d'expérimentations artistiques, sociales et scientifiques	
Axe 9. Un musée pour les archives	
Programme 1. Un parcours sur la matérialité des archives et les archives comme sources de l'histoire	NOUVEAU
Programme 2. Valorisation des espaces classés du quadrilatère des Archives nationales	
Programme 3. Les expositions temporaires	

A Journées d'étude et colloques organisés ou coorganisés par les Archives nationales

> 22 et 23 janvier

Écrire en guerre. Archives privées, usages publics

Colloque organisé par la Société des amis des Archives de France et les Archives nationales (département des Archives privées) en partenariat avec la fondation Singer-Polignac, dans le cadre des manifestations liées au centenaire de la Première Guerre mondiale.

Le 22 janvier : Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

Le 23 janvier : Fondation Singer-Polignac.

> 30 janvier

Henri Wallon : une voix pour la République

Journée d'étude organisée à l'occasion du 140^e anniversaire de l'amendement Wallon et du don des archives Henri Wallon aux Archives nationales (département de Archives privées).

Archives nationales, Paris (hôtel de Rohan).

> 6 mars

Abdelmalek Sayad (1933-1998). Actualité éditoriale et archives

Rencontre organisée avec le Musée de l'histoire de l'immigration, en partenariat avec les Archives nationales (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales).

Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 10 et 11 mars

Architectures et espaces de conservation, 1959-2015. Archives, bibliothèques, musées.

Quel patrimoine pour quels enjeux aujourd'hui ?

Colloque organisé dans le cadre du Labex Patrima sous l'égide de la Fondation des sciences du patrimoine, en partenariat avec l'École nationale supérieure d'architecture de Versailles, les Archives nationales, l'université de Saint-Quentin-en-Yvelines, le musée du Louvre, les archives départementales des Yvelines et la Bibliothèque nationale de France.

Le 10 mars : École nationale supérieure d'architecture de Versailles.

Le 11 mars : Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 26 et 27 mars

Foccart : archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde

Journées d'étude organisées à l'occasion de la publication de l'inventaire des archives de Jacques Foccart (département de l'Exécutif et du Législatif) en collaboration avec l'université Paris-Sorbonne, les universités Paris 1 (IRICE) et Paris 8 (IDHE), Sciences Po Paris et l'université de Bordeaux.

Le 26 mars : Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

Le 27 mars : Maison de la Recherche.

> 10 et 11 avril

Images du Cambodge. Mythe, histoire et mémoire

Colloque international tenu à l'occasion de la commémoration des quarante ans du génocide cambodgien, le 14 avril 2015, organisé conjointement par l'université Paris 8 et les Archives nationales, avec le soutien du Labex Arts H2H, de l'université Paris-Lumières et de l'équipe EPHA du laboratoire Arts des images et art contemporain (AIAC), et avec l'aide de l'ANR.

Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 14 avril

La source photographique dans la pratique de l'historien de l'architecture : histoire et méthode (XIX^e-XX^e siècle)

Journée d'étude doctorale organisée par l'association Livraisons d'histoire de l'architecture, en partenariat avec les Archives nationales.

Paris, École nationale des chartes.

> 28 mai

Écouter les archives orales du XX^e siècle. Conflits, répressions et militances en Europe

Journée d'étude coorganisée par les Archives nationales (département de l'Exécutif et du Législatif) et l'Association pour l'histoire des chemins de fer [AHICF] dans le cadre de la présentation de l'exposition *Voix cheminotes. Une histoire orale des années 1930 à 1950* (8 avril-20 juin 2015).

Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 3 juin

Prosopographie et corpus échantillonnés : questions de méthode

Journée d'étude coorganisée par les Archives nationales (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales) en partenariat avec le LARHRA et le LAMOP (Labex Hastec) dans le cadre du séminaire « La prosopographie et ses méthodes ».

Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 30 septembre et 1^{er} octobre

Répression, internement, déportation pendant la Seconde Guerre mondiale.

Nouveaux outils, nouveaux questionnements

Colloque organisé par les Archives nationales (département de l'Exécutif et du Législatif et département de la Justice et l'Intérieur), en partenariat avec le Consortium Archives des mondes contemporains (TGIR Huma-Num), la Fondation de la Résistance, la Fondation de la mémoire de la déportation et les archives départementales de Meurthe-et-Moselle, sous la forme de quatre tables rondes : « La répression : renouveler les pratiques éditoriales en repensant les partenariats », « L'internement : recenser les lieux et les faire vivre », « La déportation : documenter des destins individuels au-delà des frontières et accompagner les familles » et « Le témoin : préserver sa parole et la garder vivante ».

Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 9 octobre

Militantisme associatif et action sociale, Henri Théry (1923-2009)

Journée d'étude consacrée à la figure de Henri Théry, coorganisée par le Conservatoire national des archives et de l'histoire de l'éducation spécialisée et de l'action sociale (CNAHES), le Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (PAJEP) et l'association Mémoires vives des centres sociaux, en partenariat avec les Archives nationales (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales et département des Archives privées).

Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 23 octobre

Un spirituel, son groupe et l'historien : Marcel Légaut (1900-1990)

Journée d'étude organisée par l'Association culturelle Marcel Légaut en partenariat avec les Archives nationales (département des Archives privées).

Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 5 novembre

Replay, restitution, recréation... Pour une typologie de la reprise des archives

Journée d'étude organisée par les Archives nationales (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales) et le laboratoire « Arts des images et art contemporain-EA4010 » de l'équipe de recherche « Esthétique, Pratique et Histoire des Arts » [EPHA] (université Paris 8), dans le cadre du projet « Replay, restitution, recréation... Pour une typologie de la reprise des archives », soutenu par le Labex Arts-H2H, en collaboration avec le Centre national des arts plastiques [CNAP], le Centre national de danse contemporaine d'Angers [CNDC] et l'École nationale supérieure d'art de Paris-Cergy [ENSAPC].

Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 17 novembre

7^{es} journées « Archives et mémoires étudiantes à l'international »

Journée d'étude organisée par l'association Cité des Mémoires étudiantes, en partenariat avec les Archives nationales (département des Archives privées).

Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 24 et 25 novembre

Les archives photographiques de presse

Journées d'étude organisées par les Archives nationales (mission de la photographie) et la Mission de la photographie au ministère de la Culture et de la Communication.

Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 26 novembre 2015

Les archives et le mécénat

Jeu du mécénat organisé par la Mission du Mécénat, en partenariat avec le Service interministériel des Archives de France et les Archives nationales.

Paris, Institut national d'histoire de l'art.

> 2-5 décembre

Noms de lieux, noms de personnes : la question des sources. Toponymie urbaine de Paris et de sa banlieue

Colloque organisé par la Société française d'onomastique en partenariat avec les Archives nationales et avec le soutien du Comité des travaux historiques et scientifiques [CTHS] et de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France [SHPIF].

Archives nationales, Paris.

> 3 et 4 décembre

La nationalité en guerre / Nationality in war, 1789-1991

Colloque international organisé par les Archives nationales (département de la Justice et de l'Intérieur) en partenariat avec les universités de Paris 8 et Paris 13, l'établissement public du palais de la Porte Dorée-Musée de l'histoire de l'immigration et l'Institut historique allemand.

Le 3 décembre : Musée de l'histoire de l'immigration.

Le 4 décembre : Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 9 et 10 décembre

Santé et environnement : parcours et constructions historiques

Colloque organisé par l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement [AHPNE] en partenariat avec le laboratoire SPHERE (Paris 7/CNRS) et les Archives nationales.

Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 11 décembre

Recenser les « richesses littéraires de la nation » : pour une moisson des inventaires révolutionnaires

Journée d'étude organisée par les Archives nationales, l'Institut de recherche et d'histoire des textes [IRHT], l'École pratique des hautes études [ÉPHÉ] et l'ÉquipeEx Bibliissima.

Paris, Institut de recherche et d'histoire des textes.

> 14 décembre

Archives et recherche en sociologie des religions (II) : biographies croisées

Journée d'étude organisée par le CESOR [Centre d'études en sciences sociales du religieux, ÉHÉSS] et les Archives nationales, à la suite de la journée organisée le 10 décembre 2014.

Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

B Journées d'étude et colloques accueillis par les Archives nationales et avec leur soutien

> 12 janvier

Les sources de l'histoire : usages savants, usages sociaux, médiations

Journée d'étude du Labex « Les passés dans le présent » (université Paris Lumières), organisée en partenariat avec les Archives nationales, en collaboration avec la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, l'ISP et Génériques.

Archives nationales, Paris (CARAN, salle d'albâtre).

> 24 janvier

Dans les coulisses des archives : où sont les femmes ?

Journée d'étude organisée par l'association Mnémosyne avec débats sur les métiers d'archiviste, de bibliothécaire et d'historien, sur les pratiques des uns et des autres et sur la place des femmes et du genre dans les archives.

Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 29 et 30 janvier

Patrimoines et publics : la métamorphose des médiations

Journées d'étude organisées par le département de la politique des publics de la direction générale des patrimoines au ministère de la Culture et de la Communication.

Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 17 mars

Les consultations de la jeunesse, un outil pour l'action publique (1966-1994) ?

Journée d'étude organisée par le comité d'histoire des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports.

Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 24 mars

Georges Pompidou et Paris

Journée d'étude organisée par l'Institut Georges-Pompidou.

Archives nationales, Paris.

> 13 et 14 avril

Ouvrir les archives (XIV^e-XX^e siècle) : enjeux, débats, conflits.

Colloque conclusif du programme « Conflits d'archives », coorganisé par l'École pratique des hautes études, l'École française d'Athènes et la Casa de Velázquez, en partenariat avec les Archives nationales.

Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 15, 16 et 17 avril

Colloque organisé par le laboratoire Structures formelles du langage de l'université Paris 8

Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 18 juin

Humanités numériques et critique de la technique

Colloque organisé par le Labex Arts H2H, en partenariat avec les Archives nationales.

Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 7 juillet

Les sources au travail. Les spoliations d'œuvres d'art par les nazis, la scène parisienne

Université d'été de la bibliothèque Kandinsky (Centre Georges-Pompidou).

Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 2 octobre

Les nouveaux usages en ligne des archives et des bibliothèques

Journée d'étude coorganisée par la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine [BDIC] et la Bibliothèque nationale de France.

Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

> 16 octobre

1916, une année charnière

Conférence annuelle de l'Institut historique allemand.

Archives nationales, Paris.

> 26 novembre et 10 décembre

Mitterrand : les années de collaboration (1984-1988)

Journées d'étude organisées par l'Institut François-Mitterrand.

Le 26 novembre : Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

Le 10 décembre : Archives nationales, Paris.



Journées d'étude et colloques auxquels les Archives nationales ont apporté leur soutien ou leur participation

> 22 janvier

Patrimoines spoliés : état des lieux et instruments de recherche

Journée d'étude de l'Institut national du patrimoine.

Paris, Institut national du patrimoine.

> 3 et 4 février

Quand le document devient électronique

Colloque organisé par les Archives diplomatiques en partenariat avec les Archives nationales. Second volet du colloque tenu les 5 et 6 février 2013.

Le 3 février : Siège du Groupe La Poste.

Le 4 février : Archives diplomatiques, La Courneuve.

> 18 mars et 9 décembre

La mode masculine 1820-1970 (1) : sources d'étude

Journée d'étude de l'Institut national d'histoire de l'art.

Paris, Institut national d'histoire de l'art.

> 28-30 mai

La mobilisation au Maghreb et en Afrique subsaharienne durant la Grande Guerre

Colloque organisé par Paris 1 (IMAF), le CNRS (IMC), les Archives nationales (France), les Archives du Maroc et les Archives de Tunisie.

Tunis.

> 9 juin

Les politiques de recherche sur les patrimoines en France aujourd'hui

Journée d'étude organisée par l'Institut national du patrimoine et le département du pilotage de la recherche au ministère de la Culture et de la Communication.

Paris, Institut national du patrimoine.

> 20 juin

Jules Quicherat (1814-1882) : un archéologue à l'École des chartes

Journées nationales de l'archéologie organisées par l'École nationale des chartes.

Paris, École nationale des chartes.

> 24-25 septembre

Figures des décideurs en régime médiatique. Représenter la décision politique et économique : un défi communicationnel

Colloque organisé par le CELSA.

Neuilly-sur-Seine, CELSA.

> 14 novembre

Le Conseil d'État et la Grande Guerre

Colloque organisé par la direction des Archives et de la Bibliothèque et le Comité d'histoire du Conseil d'État.

Paris, Conseil d'État.

> 17 novembre

Musées et partenariat

Journée d'étude organisée par le CELSA.

Neuilly-sur-Seine, CELSA.

> 19 et 20 novembre

La cartographie des traités (XV^e-XX^e siècle)

Colloque international organisé par les Archives diplomatiques et le Comité français de cartographie (commission d'histoire), avec la participation des Archives nationales.

Archives diplomatiques, La Courneuve.

> 9-10 décembre

Femmes en déportation

Colloque organisé par la Bibliothèque de documentation internationale et contemporaine [BDIC] et l'université Paris Ouest Nanterre pour le 70^e anniversaire de l'association nationale des anciennes déportées et internées de la Résistance.

Nanterre, université Paris Ouest.

4

Conférences et tables rondes

A Cycle *Trésors du patrimoine écrit* en partenariat avec l'Institut national du patrimoine et la Bibliothèque nationale de France

> 13 janvier [séance inaugurale]

La Grande Collecte

par Isabelle ARISTIDE, responsable du département des Archives privées aux Archives nationales, et Isabelle Le MASNE de CHERMONT, directrice du département des Manuscrits de la Bibliothèque nationale de France.

> 17 février

Les manuscrits du général de Gaulle dans le fonds Foccart

par Jean-Pierre BAT, chargé d'études documentaires au département de l'Exécutif et du Législatif, et Florence FOUCART, restauratrice au département de la Conservation.

> 3 mars

François 1^{er} et Henri VIII : les traités diplomatiques du Camp du Drap d'or (1520)

par Ghislain BRUNEL, directeur des publics, et Elizabeth DANBURY, honorary senior research fellow at University College London.

> 31 mars

L'édition critique numérique des carnets de prison de Henri Delescluze à Belle-Île (1851-1853)

par Florence CLAVAUD, chargée de mission à la direction des fonds, et Christine NOUGARET, professeur à l'École nationale des chartes.

> 2 juin

En terre d'Égypte, des nouvelles du royaume de France :

la lettre du chapelain Philippe à son maître, Alphonse de Poitiers, 20 avril 1250

par Jean-François MOUFFLET, conservateur au département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime, et Gaël CHENARD, directeur des archives départementales des Hautes-Alpes.

B Cycle de conférences d'initiation à la recherche historique dans le cadre de l'exposition *Août 1914. Tous en guerre !*

> 12 janvier

Les archives de la sortie de guerre :

le temps des commémorations, de l'application des traités et des réparations

Les projets de monuments aux morts,

par Clothilde ROULLIER (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales) ;

La question des territoires rhénans : archives interalliées et archives françaises,

par Michèle CONCHON (département de l'Exécutif et du Législatif) ;

Archives des plébiscites,

par Roseline SALMON (département de l'Exécutif et du Législatif) ;

Les fonds des commissions des réparations (commission interalliée, délégation française, commission de Bulgarie, office des paiements des réparations),

par Roseline SALMON et Maïa PIRAT (département de la Justice et de l'Intérieur) ;

Les dossiers individuels des archives des Crédits de relèvement et fonds spéciaux (CICR, tribunal arbitral roumano-hongrois et fonds agraire),

par Roseline SALMON et Maïa PIRAT (département de l'Exécutif et du Législatif).

> 26 janvier

Les archives de l'entre-deux-guerres :

le temps des reconstructions et de l'indemnisation des dommages de guerre

La reconstruction politique, économique et financière à travers les archives des assemblées,

par Roseline SALMON (département de l'Exécutif et du Législatif) ;

Les archives de l'administration provisoire de l'Alsace-Lorraine,

par Michèle CONCHON (département de l'Exécutif et du Législatif) ;

La reconstruction commerciale et agricole,

par Geneviève PROFIT (département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture) ;

Les fonds des dommages de guerre de la Grande Guerre,

par Michèle CONCHON (département de l'Exécutif et du Législatif).



Cycle de conférences dans le cadre de l'exposition *La Collaboration (1940-1945)*

> 17 janvier

Le rôle de l'État français dans l'internement et les déportations des Juifs et des Résistants

avec Serge KLARSFELD, avocat, historien,

et Thomas FONTAINE, chercheur associé au Centre d'histoire sociale du xx^e siècle, commissaire scientifique de l'exposition.

> 24 janvier

Aux frontières de la Collaboration : le logement à Paris

avec Isabelle BACKOUCHE, directrice d'études à l'ÉHÉSS-CRH,

et Sarah GENSBURGER, sociologue, chargée de recherche au CNRS-ISP.

> 7 février

La lutte contre les francs-maçons :

des lois antimaçonniques au service des sociétés secrètes et autres officines

avec André COMBES, historien,

et Martine POULAIN, conservatrice générale des bibliothèques et sociologue.

> 14 février

Travailler pour l'Allemagne.

Des travailleurs volontaires aux requis du service du travail obligatoire : entre choix et contraintes

avec Patrice ARNAUD, membre associé au CRHQ,

Camille FAUROUX, doctorante à l'ÉHÉSS-CRH

et au Centre Marc-Bloch (Berlin), et Raphaël SPINA, docteur en histoire contemporaine.

> 28 février

La collaboration des polices

avec Jean-Marc BERLIÈRE, professeur émérite de l'université de Bourgogne, chercheur au CESDIP,

Gaël EISMANN, maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Caen, enseignant-chercheur au CRHQ,

et Thomas FONTAINE, chercheur associé au Centre d'histoire sociale du xx^e siècle, commissaire scientifique de l'exposition.

> 21 mars

La Collaboration à travers les fonds des services spéciaux conservés au Service historique de la Défense

avec Frédéric QUEGUINEUR, chef de la division défense, département des archives définitives (CHA, Service historique de la Défense),

et Thomas FONTAINE, chercheur associé au Centre d'histoire sociale du xx^e siècle, commissaire scientifique de l'exposition.

> 28 mars

La Collaboration de plume au prisme de l'œuvre de Lucien Rebatet et de Louis-Ferdinand Céline

avec Bénédicte VERGEZ-CHAIGNON, docteur en histoire à l'IEP de Paris,

David ALLIOT, écrivain et éditeur,

Grégoire KAUFFMANN, docteur en histoire,

et Marion VEYSSIÈRE, commissaire associé de l'exposition.

> 11 avril

Journée d'étude organisée par la direction de la mémoire, du patrimoine et des archives du ministère de la Défense et les Archives nationales

Juger la Collaboration

Table-ronde animée

par Bénédicte VERGEZ-CHAIGNON, docteur en histoire à l'IEP de Paris,

avec Marc BERGÈRE, maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Rennes II,

François ROUQUET, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Caen,

et Anne SIMONIN, directrice de recherches au CNRS et directrice de la Maison française d'Oxford.

Mémoires de la Seconde Guerre mondiale

Table-ronde animée

par Olivier WIEVIORKA, professeur d'histoire contemporaine à l'ENS de Cachan,

avec Serge BARCELLINI, directeur de cabinet du secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense, chargé des Anciens combattants et de la Mémoire,

Jörg ECHTERNKAMP, Privatdozent en histoire contemporaine à l'université Martin Luther de Halle-Wittenberg, directeur de projet à l'Institut de recherche en histoire militaire de Potsdam,

Jean-François MURACCIOLE, professeur en histoire contemporaine à l'université de Montpellier III,

et Annette WIEVIORKA, directrice de recherches émérite au CNRS.

D Cycle de conférences dans le cadre de l'exposition *Le secret de l'État. Surveiller, protéger, informer (XVII^e-XX^e siècle)*

> 7 novembre

L'histoire de la cryptologie en filigrane de l'exposition Le secret de l'État

avec Hervé LEHNING, mathématicien de formation, écrivain et journaliste scientifique, rédacteur en chef de la revue de vulgarisation scientifique *Tangente*, membre de l'Association des réservistes du chiffre et de la sécurité de l'information [ARCSI], auteur de l'ouvrage *Les codes secrets de l'Antiquité à Internet*, Ixelles éditions, 2012.

> 28 novembre

Du chiffrement antique au chiffrement quantique

avec Gérard PELIKS, directeur-adjoint de MBA à l'Institut Léonard de Vinci [ILV], président de l'atelier sécurité de l'association Forum ATENA.

> 5 décembre

Foccart : figure du conseiller secret

avec Jean-Pierre BAT, archiviste paléographe, agrégé et docteur en histoire, chargé d'études documentaires au département de l'Exécutif et du Législatif aux Archives nationales, responsable du fonds Foccart.

> 12 décembre

Secrets de cryptographie à clé publique : de Fermat, Turing, Cockx... à RSA

avec Jean-Jacques QUISQUATER, membre d'honneur de l'ARCSI.

> 19 décembre

Les succès des mathématiciens polonais contre la machine Enigma, 1932-1942

avec Philippe GUILLOT, maître de conférences au département de mathématiques et d'histoire des sciences à l'université Paris 8.

E Cycle de conférences *Les débats citoyens !*

> 29 janvier

Unité et diversité : le pari républicain de la France

avec Patrick WEIL, visiting professor at Yale Law School, directeur de recherche au CNRS, Centre d'histoire sociale du XX^e siècle (université Paris 1),
et Hervé LE BRAS, directeur d'études à l'ÉHÉSS et directeur de recherche à l'INED.

> 18 février

Lois mémorielles, un obstacle à la recherche scientifique ?

avec Thomas HOCHMANN, professeur de droit public à l'université de Reims-Champagne-Ardenne,
et Charles FORTIER, professeur de droit public à l'université de Franche-Comté.

> 18 mars

Insurrections, émeutes, répression

avec Quentin DELUERMOZ, maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Paris XIII,
et Emmanuel FUREIX, maître de conférences en histoire moderne et contemporaine à l'université Paris Est-Créteil-Val-de-Marne.

> 15 avril

Le vandalisme face à l'histoire

avec Jean-Michel LENIAUD, directeur de l'École nationale des chartes et directeur d'études à l'ÉPHÉ,
et Sophie CLUZAN, conservateur au musée du Louvre (département des Antiquités orientales).

> 20 mai

Le théâtre politique

avec Léonor DELAUNAY, chercheuse en histoire du théâtre et administratrice de la Société d'histoire du théâtre,
et Bérénice HAMIDI-KIM, maître de conférences en études théâtrales à l'université de Lyon II-Louis-Lumière.

> 10 juin

Le rapport des artistes au pouvoir

avec Ophélie FERLIER, conservateur au musée d'Orsay (département des Sculptures),
et Amélie SIMIER, conservateur en chef, directrice des musées Bourdelle et Zadkine.

> 15 octobre

Climat et environnement

avec Fabien LOCHER, historien, chargé de recherches au CNRS (CRH-ÉHÉSS),
et Philippe DANDIN, Météo-France, directeur adjoint scientifique du Centre national de recherches météorologiques.

> 19 novembre

La Grande Guerre en Artois

avec Catherine DHÉRENT, conservateur général du patrimoine, chef de mission Livre et lecture à la métropole européenne de Lille,
et Lucas MONSAINGEON, architecte et professeur à l'école nationale d'architecture de Paris-Belleville, chef de projet à l'agence d'architecture Philippe Prost.

> 17 décembre

La laïcité

avec Jacques BOUINEAU, professeur d'histoire du droit à l'université de La Rochelle, président-fondateur de l'association Méditerranées,
et Jean BAUBÉROT, directeur d'études émérite à l'ÉPHÉ, chaire «histoire et sociologie de la laïcité», Groupe Sociétés-religions-laïcités (ÉPHÉ-CNRS).

F Cycle de conférences d'aide à la recherche

> 13 janvier

**Le trésor de Priam ? Les universités au Moyen Âge ? La fontaine de l'éléphant place de la République ?
Avez-vous pensé au fichier des recherches ?**

par France-Odile DES MAZERY (département de l'accueil des publics de Paris).

> 10 février

Les ressources cachées de la série T

par Anne MÉZIN (département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime).

> 7 avril

Les collections sigillographiques des Archives nationales : recherche et consultation

par Clément BLANC (département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime).

> 5 mai

**L'apport de la série M pour toutes les recherches sur les personnes
(biographies, prosopographies, généalogies)**

par Jean-François MOUFFLET (département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime).

> 16 juin

Les documents dans leur contexte : les ressources de la bibliothèque des Archives nationales

par Philippe NIETO, Sylvie LE GOËDEC et Cécile ROBIN (Bibliothèque historique des Archives nationales).

> 15 septembre

Poursuivre à Pierrefitte des recherches dans les fonds de personnes et de famille antérieurs à la Révolution

par Isabelle ARISTIDE-HASTIR (département des Archives privées).

> 6 octobre

**Poursuivre à Pierrefitte des recherches dans les fonds publics antérieurs à la Révolution :
Agriculture, Commerce et Industrie**

par Geneviève PROFIT (département de l'Environnement, l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture).

> 17 novembre

**Poursuivre à Pierrefitte des recherches dans les fonds publics antérieurs à la Révolution :
Travaux publics et Postes**

par Vincent DOOM et Charlotte LEBLANC (département de l'Environnement, l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture).

> 1^{er} décembre

Faire une recherche dans le fonds de la Maison du Roi

par Pierre JUGIE (département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime).

G Cycle de conférences *Retour aux sources*

> 22 septembre

Autour de la royauté médiévale

Sous la présidence de Claude Gauvard, présentation de trois ouvrages :

Marie DEJOUX, *Les enquêtes de Saint Louis. Gouverner et sauver son âme*, Paris, Presses universitaires de France, 2014.

Murielle GAUDE-FERRAGU, *La reine au Moyen Âge. Le pouvoir au féminin, XIV^e-XV^e siècle*, Paris, Tallandier, 2014.

Amable SABLON DU CORAIL, *Louis XI. Le joueur inquiet*, Paris, Belin, 2015.

H Cycle de conférences proposées par la Société française d'onomastique

> 27 janvier

Autour de la toponymie de Montauban

par Paul BURGAN (Société française d'onomastique).

> 16 mars

Microtoponymie : sources et méthodes. À propos du corpus Termenenc (Aude)

par Pierre-Henri BILLY (CNRS). Présentation de l'ouvrage de Claude PLA, *Termenès fleur d'épine. Toponymie et microtoponymie d'un ancien pays de l'Aude* (2014).

> 15 juin

Toponymie des côtes insulaires. Les îles du Frioul à Marseille (Pomègues et Ratonneau)

par Jean-Claude BOUVIER (Société française d'onomastique).

> 16 novembre

Arsis, rompées et gageries. De l'utilisation de la toponymie dans l'étude de la végétation arborée et des variations des limites forestières en Touraine au Moyen Âge et à l'époque moderne

par Gaëlle CAVALLI (docteur en histoire à l'université de Tours).

49 dossiers ont été instruits pour des expositions ayant lieu en 2015 et début 2016

328 documents prêtés

Parmi les prêts notables, on peut citer :

40 documents pour l'exposition *André Des Gaschons. Le ciel en guerre* sur le thème de l'observation du ciel, à partir des fonds de la météorologie nationale (Châlons-en-Champagne, musée des Beaux-Arts et d'archéologie) ;

15 documents pour l'exposition *La mode retrouvée. Les robes trésors de la comtesse Greffulhe* (Paris, Palais Galliera-Musée de la mode de la Ville de Paris) ;

13 documents pour l'exposition *Churchill-De Gaulle* (Paris, musée de l'Armée) ;

13 documents pour l'exposition *De la Loire à la mer. Les mariners au service du roi* (Châteauneuf-sur-Loire, musée de la marine de Loire) ;

12 documents [dont le testament et l'acte d'abdication de Napoléon] pour l'exposition *Napoléon et Paris* (Paris, musée Carnavalet) ;

7 documents pour l'exposition *Le bivouac de Napoléon. Luxe et ingéniosité en campagne* (Paris, Mobilier national) ;

3 documents pour l'exposition *The Magna Carta* (Londres, British Library) ;

2 documents pour l'exposition *Dansez, embrassez qui vous voudrez. Fêtes et plaisirs d'amour au siècle de Madame de Pompadour* (Lens, Louvre-Lens) ;

1 document [la Constitution de 1946] pour l'exposition *1945. Défaite. Libération. Nouveau départ* (Berlin, Deutsches Historisches Museum).

A Instruments de recherche

Archives de la présidence de la République. Archives du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1958-1974), répertoire numérique détaillé par Pascal GENESTE et Jean-Pierre BAT, Pierrefitte-sur-Seine, Archives nationales, 2015, 559 p.

De l'image fixe à l'image animée, 1820-1910. Actes des notaires de Paris pour servir à l'histoire des photographes et de la photographie, par Marc DURAND, avec la collaboration de Claire BÉCHU, Marie-Ève BOUILLON, Sylvie BIGOY et Sylvie LE GOËDEC, Pierrefitte-sur-Seine, Archives nationales, 2015, 2 vol., XXXIX-1323 p.

B Catalogues d'exposition

Le secret de l'État. Surveiller, protéger, informer (XVII^e-XX^e siècle), par Sébastien-Yves LAURENT [dir.], Jean-Pierre BAT, Françoise HILDESHEIMER, Yann POTIN et Michel ROUCAUD, Paris, Archives nationales-nouveau monde éditions, 2015, 224 p.

C L'inédit du mois pour le magazine *Historia*

> Janvier [817]

Une ambassade de Tamerlan à la cour de Charles VI.

Lettre de Tamerlan au roi Charles VI apportée par le frère dominicain Jean, évêque de Soutaniyè et ambassadeur en Iran, 30 juillet 1402 (J937, II, n° 7 [AE/III/204]),
par Ghislain BRUNEL (direction des publics).

> Février [818]

Lutte d'influence en Provence.

Donation par Frédéric II de Hohenstaufen à Raymond VII, comte de Toulouse, du Comtat Venaissin et d'autres possessions dans le royaume d'Arles, 8 septembre 1234, acte scellé d'une bulle d'or (J419/2 [AE/I/1/1]),
par Jean-François MOUFFLET (département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime).

> Mars [819]

En direct de Trafalgar.

Rapport sur la bataille de Trafalgar par le capitaine de vaisseau Lucas auquel est joint un plan de la bataille, 21 octobre 1805 (Marine BB/4/237/167-170 [AE/III/230]),
par Claire BÉCHU (Mission de la diffusion scientifique).

> Avril [820]

La pouponnière de Michelin.

Photographie jointe à un rapport sur les œuvres de maternité et de protection de l'enfance aux usines Michelin, 1926 (F/22/559, dossier 20),
par Cécile BOSQUIER-BRITTEN (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales).

> Mai [821]

Les pigeonnages du siège de Paris.

Photographie positive au collodion sec, sur support souple, représentant des dépêches photomicroscopiques, 1870 (F/90/19102/4),
par Charlotte LEBLANC (département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture).

> Juin [822]

La promesse d'un sacre.

Lettre circulaire pour le couronnement du roi Louis IX, novembre 1226 (J363/5 [AE/II/227]),
par Jean-François MOUFFLET (département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime).

> Juillet-août [823-824]

Vive les congés payés !

Loi instituant un congé annuel payé, 6 juin 1936 (A 1824 [AE/II/2993]),
par Patrice TRIBOUX (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales).

> Septembre [825]

Jean Carmet échappe au STO.

Lettre à l'en-tête de la Société parisienne de distribution cinématographique, signée par Marcel Baldet, secrétaire général de la production, 24 avril 1943 (F/22/ISMEOLARI/31),
par Cécile BOSQUIER-BRITTEN (département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales).

> Octobre [826]

Jaurès chez les verriers de Carmaux.

Chanson imprimée pour diffusion et vente, 23 octobre 1896 (14 AS 132),
par Magali LACOUSSE (département des Archives privées).

> Novembre [827]

Guide du parfait faussaire de guerre.

Instructions pour la confection de faux papiers, 1943 (72 Aj/2068),
par Patricia GILLET (département de l'Exécutif et du Législatif).

> Décembre [828]

Un baptême maçonnique.

Photographie d'une cérémonie maçonnique au Sénégal, 23 février 1923 (117 AS/46),
par Thierry GUILPIN (département des Archives privées).

	Titres	Types de dépenses	Exécuté en AE (autorisations d'engagement)	Exécuté en CP (crédits de paiement)
Fonctionnement courant	3	Maintenance bâtiment, fluides, fournitures, conservation, communication, expositions	9 277 545	9 269 521
Investissement	3	Système d'information archivistique – maintenance	906 846	921 435
	5	Système d'information archivistique – évolutions courantes	491 278	409 170
	3	ADAMANT	110 795	38 115
	5	Numérisation, microfilmage et dématérialisation des instruments de recherche	199 129	202 099
	5	Travaux de mise à niveau site de Paris (MOA AN)	110 045	80 398
	5	Parachèvement du bâtiment site de Pierrefitte-sur-Seine	19 334	115 566
	5	Désamiantage des fonds du Peigne – site de Fontainebleau	-	8 307
	5	Aménagement des magasins (Pierrefitte et Fontainebleau)	11 239	234 197
	5	Équipements courants et petits travaux	47 669	26 868
	5	Déploiement téléphonie IP sur Fontainebleau	1 170	23 186
	5	Rénovation MH du site de Paris	288 423	300 332
	5	Réalisation d'un meuble à papyrus et parchemins (mécénat)	88 495	14 897
			TOTAL	11 551 968

